



BULLETIN OFFICIEL

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
RECHERCHE ET INNOVATION

Bulletin officiel n°38 du 14 octobre 2021

SOMMAIRE

Enseignement supérieur et recherche

Écoles normales supérieures

Conditions d'admission des élèves spécifiques aux concours de l'École normale supérieure Paris-Saclay arrêté du 21-9-2021 (NOR : ESRS2128799A)

Écoles normales supérieures

Programmes des concours d'admission en première année et des concours d'admission en cycle master à l'École normale supérieure Paris-Saclay arrêté du 21-9-2021 (NOR : ESRS2128802A)

Bourses et aides aux étudiants

Modalités d'attribution des bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux, des aides au mérite et des aides à la mobilité internationale pour l'année 2021-2022 : modification circulaire du 8-10-2021 (NOR : ESRS2128896C)

Personnels

Concours de recrutements et examens professionnels d'avancement de grade - session 2022

Personnels enseignants, personnels d'éducation, psychologues de l'éducation nationale, personnels d'encadrement, personnels de la jeunesse et des sports et personnels administratifs, sociaux, de santé et des bibliothèques
note de service du 12-10-2021 (NOR : MENH2130761N)

Mouvement du personnel

Nomination

Directeur général des services de l'université de technologie de Belfort-Montbéliard (groupe III)
arrêté du 15-9-2021 (NOR : ESRD2128390A)

Nomination

Institut national du cancer
arrêté du 21-9-2021 (NOR : ESRR2128795A)

Nomination

Déléguée régionale académique adjointe à la recherche et à l'innovation
arrêté du 21-9-2021 (NOR : ESRR2128798A)

Nomination

Conseiller académique à la formation continue dans l'enseignement supérieur dans l'académie de Paris -
Région académique d'Île-de-France
arrêté du 23-9-2021 (NOR : ESRS2129090A)

Nomination

Directeur de Polytech Paris-Saclay - Université Paris-Saclay
arrêté du 27-9-2021 (NOR : ESRS2129053A)

Informations générales

Conseils, comités, commissions

Nomination au conseil d'administration de l'École nationale des chartes
arrêté du 24-9-2021 (NOR : ESRS2128917A)

Vacance de poste

Délégué régional académique adjoint ou déléguée régionale académique adjointe à la recherche et à
l'innovation
avis (NOR : ESRR2128391V)

Enseignement supérieur et recherche

Écoles normales supérieures

Conditions d'admission des élèves spécifiques aux concours de l'École normale supérieure Paris-Saclay

NOR : ESRS2128799A
arrêté du 21-9-2021
MESRI - DGESIP A1-3

Vu Code de l'éducation, notamment article L. 716-1 ; loi du 23-12-1901 ; loi n° 83-634 du 13-7-1983, ensemble loi n° 84-16 du 11-1-1984 ; décret n° 94-874 du 7-10-1994 ; décret n° 2011-21 du 5-1-2011 ; arrêté du 9-9-2004 modifié ; arrêté du 21-11-2018

Article 1 - Les dispositions de l'article 11 de l'arrêté du 21 novembre 2018 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Économie et gestion

Le concours économie et gestion comporte les épreuves suivantes réparties en quatre options :

Épreuves écrites d'admissibilité :

Option I : option économique et de gestion

1. composition de mathématiques et statistiques (durée : quatre heures ; coefficient 4) ;
2. composition d'analyse microéconomique (durée : quatre heures ; coefficient 4) ;
3. composition d'analyse macroéconomique (durée : quatre heures ; coefficient 2) ;
4. épreuve à options (durée : quatre heures ; coefficient 2). Les candidats choisissent à l'inscription l'une des options suivantes :
 - 4.1. option à dominante gestion pour laquelle l'usage du plan comptable général est autorisé ;
 - 4.2. option à dominante économique.

Option II : option économique et commerciale générale (ECG)

L'admissibilité pour ces trois options est donnée par l'admissibilité dans la voie correspondante, à la même session, aux concours de trois des grandes écoles de management (HEC, ESSEC, ESCP-EAP). Le classement des candidats pour ces options est effectué sur les épreuves d'admission.

Épreuves orales d'admission :

Option I : option économique et de gestion

1. entretien à partir d'un texte de caractère général (coefficient 3) remis au candidat trente minutes avant l'épreuve ;
2. langue vivante étrangère (coefficient 2) portant sur l'une des langues vivantes suivantes : allemand, anglais, espagnol, italien et russe et comportant la présentation et le commentaire d'un texte en langue étrangère d'intérêt général économique et/ou social. Cette épreuve peut s'appuyer sur un document sonore. L'usage d'un dictionnaire est interdit ;
3. interrogation d'analyse économique (coefficient 3).

Option II : option économique et commerciale générale (ECG)

1. entretien (coefficient 3) à partir d'un texte de caractère économique ou social remis au candidat trente minutes avant l'épreuve ;
2. interrogation de mathématiques (coefficient 2) :
 - mathématiques approfondies pour les candidats ayant opté pour cette option en classe préparatoire ECG ;
 - mathématiques appliquées pour les candidats ayant opté pour cette option en classe préparatoire ECG.
3. interrogation de spécialité (coefficient 1) :
 - histoire, géographie et géopolitique du monde contemporain pour les candidats ayant opté pour cette option en classe préparatoire ECG ;
 - économie, sociologie et histoire du monde contemporain pour les candidats ayant opté pour cette option en classe préparatoire ECG.

Article 2 - Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à compter de la session 2023 du concours économie et gestion.

Article 3 - Le président de l'École normale supérieure Paris-Saclay est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Bulletin officiel de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Fait le 21 septembre 2021

Pour la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, et par délégation,
La directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle,
Anne-Sophie Barthez

Enseignement supérieur et recherche

Écoles normales supérieures

Programmes des concours d'admission en première année et des concours d'admission en cycle master à l'École normale supérieure Paris-Saclay

NOR : ESRS2128802A

arrêté du 21-9-2021

MESRI - DGESIP A1-3

Vu Code de l'éducation, notamment article L. 716-1 ; décret n° 2011-21 du 5-1-2011 modifié ; arrêté du 9-9-2004 modifié ; arrêtés du 21-11-2018

Article 1 - Les dispositions de l'article 9 de l'arrêté du 21 novembre 2018 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Économie et gestion

Option I : option économique et de gestion.

Option II : option économique et commerciale générale.

Épreuves écrites d'admissibilité, option I

I. Mathématiques et statistiques

1. Éléments de logique

La logique nécessaire pour l'argumentation et la démonstration mathématique est travaillée transversalement sans que sa maîtrise soit un attendu de la formation, dans la continuité des intentions du programme de mathématiques complémentaires. Cela ne doit pas faire l'objet d'un exposé théorique. Les étudiants apprennent ou perfectionnent la pratique en situation de :

- l'utilisation des connecteurs logiques « et », « ou » ;
- l'utilisation du quantificateur universel ;
- l'identification dans le cas d'une proposition conditionnelle de la proposition directe, sa réciproque, et sa négation ;
- l'utilisation des expressions « condition nécessaire », « condition suffisante » ;
- la formulation de la négation d'une proposition ;
- l'utilisation d'un contre-exemple pour infirmer une proposition universelle ;
- l'utilisation explicite des types de raisonnement spécifiques : raisonnement par disjonction des cas, recours à la *contraposée*, raisonnement par l'absurde, raisonnement par récurrence.

On introduit les symboles de somme Σ et le produit \prod dans le cas fini.

2. Ensemble et combinatoire

2.a Ensemble

- opérations élémentaires sur les parties d'un ensemble : intersection, réunion, *complémentation* ;
- ensemble des parties d'un ensemble, inclusion, partition ;
- produit cartésien d'un nombre fini d'ensembles.

2.b Relations binaires

- définition, propriétés : réflexibilité, symétrie, *antisymétrie*, transitivité ;
- graphe d'une relation ;
- ordre, relation d'équivalence, classes d'équivalence. Application à la relation de préférence et aux classes d'indifférence ;
- notions de majorant, de minorant, de plus grand élément, de plus petit élément.

2.c Applications

- injection, surjection, bijection.

2.d Combinatoire

L'objectif est de fournir aux étudiants les outils de combinatoire nécessaires pour les calculs probabilistes :

- nombre d'applications d'un ensemble fini dans un autre ;
- permutation, arrangement, combinaison ;
- coefficient binomial, factorielle ;
- $\sum_{k=1}^n c$; $\sum_{k=1}^n k$;

- formule du binôme.

3. Algèbre linéaire

3.a Espace vectoriel \mathbb{R}^n

- famille de vecteurs : combinaison linéaire, sous-espace vectoriel ;
- indépendance linéaire, base, dimension ;
- application linéaire, noyau et image d'une application linéaire. Matrice d'une application linéaire ;
- $\mathcal{M}_{p,q}(\mathbb{R})$, opérations sur les matrices. Transposition d'une matrice. Matrices inversibles. Matrices symétriques.

3.b Systèmes d'équations linéaires

- écriture matricielle, système de Cramer, résolution par la méthode du pivot de Gauss ;
- rang d'une matrice.

3.c Réduction

- valeur propre d'une matrice, vecteur propre, sous-espace propre associé ;
- matrices diagonales, matrices diagonalisables, exemples de diagonalisation ;
- une matrice de taille n ayant n valeurs propres distinctes est diagonalisable (théorème admis) ;
- une matrice symétrique est diagonalisable (théorème admis).

4. Analyse mathématique

4.a Suites

- intervalle ouvert, intervalle fermé. Exemples d'ensembles ouverts, ensembles fermés définis par des systèmes d'inéquations ;
- suites de nombres réels. Suites croissantes, suites décroissantes ;
- suites usuelles : suites arithmétiques et géométriques. L'étude d'une suite arithmético-géométrique doit être guidée vers l'étude d'une suite géométrique ;
- limite d'une suite. Théorème d'encadrement par des suites convergentes de même limite (théorème des gendarmes), théorème de la limite monotone (théorèmes admis).

4.b Fonctions de \mathbb{R} dans \mathbb{R}

- limite d'une fonction en un point. Continuité (tout exposé théorique sur ce sujet est à exclure) ;
- étude des fonctions numériques : dérivée, tableau de variation, représentation graphique. Recherche d'*extrema* locaux et globaux. Exemples d'études d'asymptotes ;
- fonctions usuelles : linéaire, polynômes, logarithmique, exponentielle, puissance, valeur absolue ;
- théorème de *Rolle* (sans démonstration), formule de Taylor, développements limités d'ordre 1 ou 2, allure locale du graphe d'une fonction en un point ;
- croissances comparées ;
- fonctions convexes deux fois continûment dérivables.

4.c Fonctions de \mathbb{R}^n dans \mathbb{R}

- dérivées partielles, points critiques ;
- matrice hessienne, formule de Taylor d'ordre 2 (sans démonstration) ;
- fonctions concaves, convexes ;
- recherche d'*extrema* locaux : conditions nécessaires, conditions suffisantes ;
- recherche d'*extrema* locaux sous contrainte homogène. Méthode des multiplicateurs de Lagrange.

4.d Intégration dans \mathbb{R}

- intégrale d'une fonction positive sur un segment, généralisation à une fonction de signe quelconque ;
- utilisation des fonctions primitives pour le calcul des intégrales ;
- intégrale généralisée (définition et exemples) ;
- intégration par parties.

5. Statistique descriptive

Ces notions gagnent à être illustrées par des exemples tirées d'autres disciplines.

5.a Analyse statistique d'une variable

- définition d'une variable statistique : population, caractères, modalités ;
- effectifs, fréquence, fréquences cumulées ;
- représentations graphiques ;
- caractéristiques de position : mode, médiane, quantile, moyenne ;
- caractéristiques de dispersion dans le cas où l'ensemble des modalités est \mathbb{R} : étendue ; intervalles *interquartiles* ; variance, écart-type, coefficient de variation.

5.b Analyse statistique de deux variables ; tri croisé :

- tableau d'effectifs, fréquences marginale et conditionnelle ;

- covariance, coefficient de corrélation linéaire, ajustement linéaire par la méthode des moindres carrés.

6. Eléments de théorie de probabilités

6.a Généralités

- expérience aléatoire, événements, système complet d'événements ;
- définition mathématique de la probabilité ;
- probabilités conditionnelles. Notation $P_B(A)$, formule des probabilités totales, formule de Bayes ;
- indépendance en probabilité d'événements.

6.b Variables aléatoires

Définition d'une variable aléatoire à valeurs réelles ou plus généralement à valeurs dans \mathbf{R}^n .

Variables aléatoires réelles discrètes :

- loi de probabilité. Fonction de répartition $F_X(x) = P(X \leq x)$. Espérance ou moyenne. Variables centrées ;
- variable aléatoire $Y=g(X)$ fonction d'une variable aléatoire discrète X , où g est définie sur l'ensemble des valeurs prises par X ;
- variance, écart-type, moment d'ordre 2, variables réduites.

Vecteurs aléatoires discrets (à valeurs dans \mathbf{R}^n) :

- loi de probabilité d'un vecteur à valeur dans \mathbf{R}^n ;
- lois marginales, lois conditionnelles ;
- indépendance de deux variables aléatoires réelles.

Indépendance de n variables aléatoires réelles :

- espérance mathématique du produit de deux variables aléatoires indépendantes ;
- variance d'une somme de variables aléatoires indépendantes ;
- covariance, coefficient de corrélation linéaire, variance d'une somme de deux variables aléatoires.

Lois discrètes usuelles : loi certaine, loi de Bernoulli, binomiale, hypergéométrique, géométrique, de Poisson (propriétés admises).

Variables aléatoires à densité :

- définition d'une densité de variable aléatoire. Exemples simples de fonctions d'une variable aléatoire, tels que $aX + b$, X^2 , $\exp X$.
- espérance ou moyenne. Variables centrées ;
- variance, écart-type. Moment d'ordre 2. Variables centrées réduites ;
- lois définies par une densité usuelle : loi uniforme, exponentielle, normale (ou de Laplace-Gauss).

6.c Estimation

- échantillonnage ;
- risque quadratique ;
- estimateur, biais d'un estimateur ;
- estimation ponctuelle d'une proportion. Loi faible des grands nombres (sans démonstration).

II. Analyse microéconomique

Théorie du consommateur

- modélisation du comportement de consommation : relation de préférence et fonction d'utilité ;
- équilibre du consommateur : maximisation de l'utilité, minimisation de la dépense, dualité ;
- statique comparative (équation de Slutsky) ;
- applications : choix intertemporel ; arbitrage travail-loisir.

Théorie du producteur

- description de la technologie, fonction de production ;
- équilibre du producteur en concurrence pure et parfaite : maximisation du profit et minimisation du coût.

Équilibre concurrentiel

- équilibre partiel en concurrence pure et parfaite ;
- notion de surplus économique, de variation de surplus : réglementation, taxation ;
- équilibre général de concurrence : économie d'échange pur, économie de production ;
- optimum de Pareto et théorèmes de l'économie du bien-être.

Concurrence imparfaite

- notions élémentaires de théorie des jeux : stratégie dominante, équilibre de Nash, dilemme du prisonnier. Les candidats devront être capables de raisonner en utilisant ces outils fondamentaux dans un cadre impliquant 2 joueurs et 2 stratégies pour chaque joueur ;
- monopole (simple, naturel, discriminant) ;
- oligopoles (Cournot, Bertrand, Stackelberg, cartel) ;
- concurrence monopolistique.

Défaillances de marché

- biens collectifs : équilibre de souscription volontaire, condition de Bowen-Lindahl-Samuelson, équilibre de Lindahl ;

- externalités, incitations à la Pigou, création de droits de propriété ;
- notions élémentaires sur l'asymétrie d'information : aléa moral, antisélection. Il s'agira, pour les candidats, de bien comprendre les logiques économiques sous-jacentes à ces deux concepts et d'être capables d'identifier les situations économiques correspondantes.

III. Analyse macroéconomique

Les grandes fonctions de la macroéconomie

- répartition du revenu: consommation et épargne ;
- production, capital et investissement ;
- travail, emploi et chômage.

L'analyse monétaire et financière

- monnaie, prix et inflation ;
- financement de l'économie ;
- marchés financiers.

L'équilibre macroéconomique et l'analyse des politiques économiques

- justifications et limites de l'intervention de l'État dans l'économie ;
- politiques économiques : nature, objectifs et instruments ;
- modèles d'équilibre macroéconomique de court-terme : IS/LM, IS/LM/BP, AS/AD.

L'économie internationale

- principales théories du commerce international ;
- régimes de change et déterminants des taux de change ;
- système monétaire et financier international ;
- union monétaire et zone monétaire optimale.

IV. Épreuve à options

1. Épreuve à options à dominante gestion

Étude de cas portant sur l'option à dominante gestion.

Notions fondamentales.

Les principes comptables.

Méthodologie comptable : la comptabilité en partie double ; le jeu des comptes ; le bilan ; les charges et les produits ; le résultat comptable.

Cadre conceptuel et normalisation.

Les opérations de fin d'exercice : inventaire, bilan, compte de résultat.

Documents d'analyse des résultats et des flux.

Notions sur le calcul des coûts.

L'analyse des charges d'exploitation : charges directes et indirectes ; charges d'activité et charges de structure.

Les méthodes de calcul des coûts : coûts complets (méthode des centres d'analyse et des coûts à base d'activité).

Éléments d'optimisation pour la gestion d'entreprise.

Gestion financière.

Analyse de la rentabilité et de la structure financière.

Notion d'actualisation et critères de choix des investissements.

Notions de valeur de l'entreprise.

Théorie des organisations économiques.

La nature des organisations économiques : institutions, coûts de transaction, droits de propriété, relation d'agence.

Choix stratégiques et éléments d'économie industrielle.

Notions élémentaires sur les systèmes d'information.

Incitations, motivations, culture d'entreprise.

Notions d'efficacité interne de l'entreprise.

2. Épreuve à options à dominante économique

Histoire économique et sociale des principaux pays industrialisés au XXe siècle :

- histoire économique des nations européennes et des États-Unis d'Amérique de la Première à la Seconde Guerre mondiale ;

- développement économique, démographie, inégalités et chômage, en Allemagne, aux États-Unis, en France, au Royaume-Uni, au Japon et en Chine de la Seconde Guerre mondiale au tournant du XXIe ;

- les politiques sociales, l'État Providence : développement et limites.

Histoire économique de l'ex-bloc soviétique et des pays émergents :

Les anciens États à économie planifiée

- l'épuisement du modèle de développement des systèmes économiques centralisés : Union soviétique et

Chine.

Les pays émergents

- bilan économique de la colonisation et de la décolonisation ;
- la différenciation du développement et l'éclatement de la notion de tiers monde : émergence des nouveaux pays industrialisés et de la Chine ;
- le modèle de développement économique de l'Asie orientale et du Sud-Est ;
- la persistance de la sous-industrialisation et de la pauvreté dans les pays les plus pauvres ;
- indicateurs de croissance, de développement et d'insertion dans le commerce international.

Évolution de l'économie internationale : mondialisation et régionalisation :

L'Union européenne

- histoire des Communautés européennes de 1950 à la crise de 2008 : politique tarifaire, politique énergétique, politique technologique, politique de la concurrence, politique agricole commune, politique monétaire européennes ;
- l'élargissement de l'UE et les enjeux liés à l'intégration européenne dans la première décennie du XXI^e siècle.

L'OMC et les échanges internationaux

- la recherche d'un nouvel ordre économique international. Les zones économiques régionales et l'évolution de l'économie internationale. La mise en place et le fonctionnement de l'OMC ;
- l'évolution du partage international du travail, délocalisations, éclatement des systèmes productifs, enjeux de souveraineté et maîtrise des technologies clés ;
- débats sur la désindustrialisation des pays européens et de l'Amérique du Nord ;
- le développement des transports et des systèmes d'information, effet sur la structure des entreprises et la décomposition des processus productifs ;
- les marchés internationaux de produits agricoles et des matières premières.

Financiarisation des économies jusqu'à la crise de 2008

- les dynamiques non linéaires de financiarisation des économies et leurs conséquences ;
- évolution des systèmes monétaires et financiers au XXI^e siècle ;
- les enseignements des crises monétaires et financières au XXI^e siècle.

Enjeux environnementaux au XXI^e siècle

- impact du développement économique sur l'environnement : de la prise de conscience aux prémices de l'action.

Épreuves orales d'admission

Option I : option économique et de gestion

Langue vivante étrangère

L'épreuve de langue vivante étrangère porte au choix du candidat sur l'une des langues vivantes suivantes : allemand, anglais, espagnol, italien, russe.

L'épreuve orale comporte le compte rendu organisé et le commentaire d'un document radiophonique authentique d'une durée comprise entre 3 minutes 30 et 4 minutes.

Les documents abordent des sujets contemporains et portent sur les problématiques politiques, économiques, culturelles et sociales spécifiques aux domaines linguistiques concernés.

L'usage d'un dictionnaire est interdit.

Interrogation d'analyse économique

L'interrogation porte sur l'intégralité du programme des épreuves écrites d'analyse d'analyse microéconomique et d'analyse macroéconomique. Les candidats devront, en outre, être capables de replacer les principales théories dans le cadre général de l'histoire de la pensée économique et d'illustrer ces théories par des exemples puisés dans les faits économiques contemporains.

Option II : option économique et commerciale générale (ECG)

Interrogation de mathématiques

Le programme de l'épreuve correspond au programme proposé en classe préparatoire ECG.

Interrogation de spécialité

Le programme de l'épreuve correspond au programme proposé en classe préparatoire ECG.

Épreuve commune aux options I et II

Épreuve d'entretien

L'épreuve d'entretien prend la forme d'un exposé du candidat à partir d'un texte à caractère général suivi de questions permettant d'apprécier :

- l'aptitude du candidat à s'exprimer correctement et à communiquer ;
- l'aptitude du candidat à dégager pour l'essentiel le sens et l'intérêt des documents à l'étude et à manifester une réaction personnelle.

Article 2 - Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à compter de la session 2023 du concours économie et gestion.

Article 3 - Le président de l'École normale supérieure Paris-Saclay est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Fait le 21 septembre 2021

Pour la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, et par délégation,
La directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle,
Anne-Sophie Barthez

Enseignement supérieur et recherche

Bourses et aides aux étudiants

Modalités d'attribution des bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux, des aides au mérite et des aides à la mobilité internationale pour l'année 2021-2022 : modification

NOR : ESRS2128896C
circulaire du 8-10-2021
MESRI - DGESIP A2-1

Texte adressé aux recteurs et rectrices de région académique, chancelières et chanceliers des universités ; aux recteurs délégués et aux rectrices déléguées pour l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation ; aux recteurs et rectrices d'académie, aux vice-recteurs de Wallis et Futuna, Polynésie française et Nouvelle-Calédonie ; au chef du service de l'éducation de Saint-Pierre-et-Miquelon ; aux présidentes et présidents d'université ; aux présidentes et présidents de communauté d'universités et d'établissements ; aux directeurs et directrices d'établissement d'enseignement supérieur ; aux proviseuses et proviseurs ; à la présidente du Cnous ; aux directeurs généraux et directrices générales des Crous

La circulaire du 23 juin 2021 relative aux modalités d'attribution des bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux, des aides au mérite et des aides à la mobilité internationale pour l'année 2021-2022 est modifiée comme suit :

Au 1 de l'annexe 1, les mots : « pour les pupilles de la Nation » sont supprimés.

Ces dispositions entrent en vigueur à compter de la publication de la présente circulaire.

Cette circulaire sera publiée au Bulletin officiel de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation et au Bulletin officiel de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.

Pour la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, et par délégation,
La directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle,
Anne-Sophie Barthez

Personnels

Concours de recrutements et examens professionnels d'avancement de grade - session 2022

Personnels enseignants, personnels d'éducation, psychologues de l'éducation nationale, personnels d'encadrement, personnels de la jeunesse et des sports et personnels administratifs, sociaux, de santé et des bibliothèques

NOR : MENH2130761N
note de service du 12-10-2021
MENJS - MESRI - DGRH D1

Texte adressé aux recteurs et rectrices d'académie ; aux vice-recteurs ; au chef du service de l'éducation de Saint-Pierre-et-Miquelon ; au directeur du Siec d'Île-de-France

La présente note de service précise les modalités d'organisation au titre de la session 2022 :

- des concours de droit commun (externes, externes spéciaux, internes, troisièmes concours) ;
- des examens professionnels d'avancement de grade.

dans certains corps :

- de personnels enseignants des premier et second degrés ;
- de conseillers principaux d'éducation ;
- des psychologues de l'éducation nationale ;
- de personnels d'encadrement (personnels d'inspection et de direction) ;
- des personnels de la jeunesse et des sports ;
- des personnels administratifs, sociaux, de santé et des bibliothèques.

Elle concerne également les concours correspondants pour les maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat.

Il importe de donner aux candidats une visibilité globale des perspectives de recrutement et de promotions que l'on soit étudiant, que l'on exerce une activité professionnelle ou que l'on soit déjà en activité au sein de l'éducation nationale ou de l'enseignement supérieur.

Toutefois, cette note de service ne s'applique pas aux concours de personnels ITRF pour lesquels une note spécifique relative à leur organisation sera diffusée au cours du mois de février 2022.

La présente note regroupe les éléments d'information pour guider les candidats dans leurs choix et leur permettre de déterminer leur parcours professionnel au sein de l'éducation nationale ou de l'enseignement supérieur et faciliter ainsi leur engagement dans des missions importantes au sein de la communauté éducative.

Dans cette perspective, des informations à destination des candidats (programmes des épreuves, conditions requises d'inscription, nature des épreuves, sujets, rapports des jurys, etc.) sont consultables aux adresses Internet suivantes :

- pour les personnels enseignants : <https://www.devenirenseignant.gouv.fr/>
- pour les conseillers principaux d'éducation : <https://www.education.gouv.fr/les-concours-de-recrutement-de-conseillers-principaux-d-education-cpe-6719>
- pour les psychologues de l'éducation nationale : <https://www.education.gouv.fr/les-concours-de-recrutement-des-psychologues-de-l-education-nationale-11264>
- pour les personnels de direction : <https://www.education.gouv.fr/le-concours-de-personnels-de-direction-9947>
- pour les inspecteurs d'académie - inspecteurs pédagogiques régionaux (IA-

IPR) : <https://www.education.gouv.fr/le-concours-de-recrutement-d-inspecteurs-d-academie-inspecteurs-pedagogiques-regionaux-ia-ipr-324530>

- pour les inspecteurs de l'éducation nationale : <https://www.education.gouv.fr/le-concours-de-recrutement-d-inspecteurs-de-l-education-nationale-ien-324521>
- pour les professeurs de sport relevant du ministre des sports (PS) : <https://www.education.gouv.fr/concours-de-recrutement-de-professeurs-de-sport-308152>
- pour les conseillers d'éducation populaire et de jeunesse (CEPJ) : <https://www.education.gouv.fr/concours-de-recrutement-de-conseillers-d-education-populaire-et-de-jeunesse-308138>
- pour les inspecteurs de la jeunesse et des sports (IJS) : <https://www.education.gouv.fr/concours-de-recrutement-d-inspecteurs-de-la-jeunesse-et-des-sports-308150>
- pour les conseillers techniques et pédagogiques supérieurs : <https://www.education.gouv.fr/le-concours-interne-de-recrutement-de-conseiller-technique-et-pedagogique-superieur-ctps-308155>
- pour les personnels administratifs, sociaux et de santé : <https://www.education.gouv.fr/concours-administratifs-sociaux-et-de-sante-7373>
- pour les personnels des bibliothèques : <https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pid24793/concours-des-bibliotheques.html>

Pour chaque session annuelle de recrutement, des arrêtés publiés au Journal officiel de la République française autorisent l'ouverture des concours et fixent le nombre et la répartition des postes offerts :

- par section et le cas échéant par option pour les concours du second degré ou spécialité pour les psychologues de l'éducation nationale ;
- par académie ou par département pour les concours déconcentrés et pour les concours du premier degré de l'enseignement public ;
- par spécialité pour les concours de recrutement des personnels d'inspection ;
- le cas échéant par domaine, spécialité, discipline ou option pour les concours de la jeunesse et des sports ;
- ainsi que le nombre de contrats offerts aux concours correspondants de l'enseignement privé sous contrat.

Points d'attention :

- *Principales modifications au titre de la session 2022 en matière de réglementation*

Concours de personnels enseignants

1. Modifications statutaires

Un décret en cours de publication modifie les décrets relatifs aux statuts particuliers des conseillers principaux d'éducation, des professeurs certifiés, des professeurs d'éducation physique et sportive, des professeurs de lycée professionnel et des professeurs des écoles en ce qui concerne les modalités de recrutement et de nomination.

Concours externes :

peuvent se présenter aux concours externes les candidats justifiant au minimum d'une inscription en deuxième année d'études en vue de l'obtention d'un master ou qui justifient déjà de la détention d'un master. Les candidats au Capes doivent en outre justifier d'une licence Staps ou d'un diplôme reconnu équivalent. Le concours externe de l'agrégation demeure ouvert, sans modification, aux candidats justifiant d'un master.

Concours internes :

les dispositions réglementaires sont inchangées, ces concours demeurent ouverts aux candidats justifiant de la licence ou d'un diplôme reconnu équivalent. Pour les candidats au Capes interne, la licence de référence est la licence Staps.

2. Nouvelles épreuves des concours externe, interne et troisième concours de professeurs des écoles, certifiés (Capes, Capet), Capeps, CAPLP, CPE

Les arrêtés du 25 janvier 2021 publiés au JO du 29 janvier 2021 ont fixé les nouvelles modalités des concours.

Ces arrêtés ont fait l'objet des modifications ou adaptations suivantes :

- arrêté du 15 avril 2021 publié au JO du 30 avril 2021 (correctif dans l'intitulé d'une option du Capet d'économie et gestion, et modification des épreuves du Capes externe de langue corse) ;
- arrêté du 23 avril 2021 publié au JO du 15 mai 2021 (programme transitoire du Capes de lettres 2022) ;
- arrêté du 3 août 2021 publié au JO du 21 août 2021 (Capet interne design et métiers d'art et correctif sur la

durée d'une épreuve du Capet externe hôtellerie restauration).

3. Autres modifications réglementaires

Un arrêté du 17 mai 2021 publié au JO du 13 juin 2021 crée une section « informatique » au concours de l'agrégation.

Un arrêté du 23 juillet 2021 publié au JO du 1er août 2021 abroge l'option D « informatique » des épreuves d'admission de l'agrégation (concours externe et concours externe spécial).

4. Concours de personnels de bibliothèques

Les concours externe et interne de magasinier principal de deuxième classe ayant été organisés à la session 2021, ils n'auront pas lieu à la session 2022 (ces concours sont désormais programmés une année sur deux). En revanche, les concours de Bibas de classe supérieure ont bien lieu à la session 2022.

5. Concours de personnels d'encadrement

Un arrêté du 3 août 2021 publié au JO du 29 août 2021 fixe :

- les nouvelles épreuves du concours interne de recrutement de personnels de direction d'établissement d'enseignement ou de formation relevant du ministre de l'Éducation nationale ; celles-ci n'entreront en vigueur qu'à la session 2023.

- les épreuves d'un concours de type 3e voie de recrutement de personnels de direction d'établissement d'enseignement ou de formation, instauré par le décret n° 2020-1030 du 11 août 2020.

6. Date à laquelle les conditions requises pour concourir doivent être remplies

En application des dispositions de l'ordonnance n° 2020-1694 du 24 décembre 2020, les dates d'appréciation des conditions particulières (diplôme, position statutaire, échelon, ancienneté de service ...) sont fixées à la date de publication des résultats d'admission.

7. Usage des calculatrices

Une circulaire du 17 juin 2021, publiée au BOENJS n° 30 du 29 juillet 2021, fixe les modalités d'usage des calculatrices électroniques pendant les épreuves écrites des concours de recrutement et examens professionnels d'avancement de grade des personnels enseignants des premier et second degrés, d'éducation et des psychologues de l'éducation nationale, des personnels d'encadrement, des personnels administratifs, sociaux, de santé et des personnels propres de la jeunesse et des sports. Elles remplacent les dispositions énoncées par la circulaire n° 99-186 du 16 novembre 1999.

8. Candidature à un concours interne et position de disponibilité

Une circulaire du 15 juin 2021 rappelle les dispositions relatives à la candidature d'agents en position de disponibilité aux concours internes de recrutement des personnels enseignants, d'éducation et de psychologues de l'éducation nationale.

L'article 19-2° de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État précise que les concours internes sont ouverts aux agents en activité, en détachement, en congé parental ou accomplissant le service national. La position de disponibilité est exclue.

À compter de la session de recrutement de 2022, les dispositions de la loi doivent être appliquées aux candidats à un concours interne qui seraient dans cette position à la date de la première épreuve. La même règle vaut pour les maîtres contractuels et agréés des établissements d'enseignement privés sous contrat, pour lesquels les disponibilités du statut général de la fonction publique sont transposées conformément à l'article R. 914-105 du Code de l'éducation.

Sommaire

1. Modalités et dates d'inscription

1.1 Inscription par Internet

1.1.1 Adresses Internet

1.1.2 Recommandations préalables à l'inscription

1.1.3 Dates d'inscription

1.1.4 Saisie des données et attribution d'un numéro d'inscription

1.1.5 Documents à imprimer et à enregistrer

1.1.6 Modification de l'inscription

1.1.7 Inscriptions multiples

1.2 Inscription par écrit

1.2.1 Demande du dossier d'inscription

1.2.2 Envoi du dossier d'inscription

1.3 Documents reçus par les candidats

1.4 Académies d'inscription aux concours

1.4.1 Professeurs des écoles

1.4.2 Personnels de l'enseignement du second degré, d'éducation, psychologues et personnels

administratifs, sociaux, de santé et des bibliothèques et de la jeunesse et des sports

1.5 Précisions concernant les concours et les examens professionnels d'avancement de grade des personnels administratifs, sociaux et de santé organisés par les académies

1.5.1 Concours

1.5.2 Recrutements sans concours et par la voie du Pacte

1.5.3 Examens professionnels d'avancement de grade

1.5.4 Académies d'inscription

1.5.5 Rappels concernant le calendrier des inscriptions

2. Situation des candidats en situation de handicap

3. Dispense des épreuves d'admissibilité des concours externes du Capes et du Capet susceptible d'être accordée aux élèves des écoles normales supérieures (ENS)

4. Vérification par l'administration des conditions requises

4.1 Adresses permettant de communiquer avec les candidats

4.2 Date à laquelle les conditions requises pour concourir doivent être remplies

4.3 Vérification des pièces justificatives

5. Déroulement des épreuves des concours

5.0 Organisation des épreuves des concours - Respect des consignes sanitaires

5.1 Organisation des épreuves écrites d'admissibilité

5.1.1 Calendriers des épreuves écrites d'admissibilité

5.1.2 Horaires des épreuves écrites d'admissibilité

5.1.3 Convocation des candidats

5.1.4 Accès des candidats aux salles de composition

5.1.5 Matériel autorisé

5.1.6 Consignes relatives aux copies

5.1.7 Discipline du concours et fraude

5.1.8 Centres des épreuves écrites d'admissibilité

5.1.9 Changement de centres d'épreuves écrites d'admissibilité

5.1.10 Épreuve d'admissibilité des concours internes du Capes, Capet, CAPLP, PsyEN, CPE, IEN, IA-IPR et CTPS

5.2. Déroulement des épreuves d'admission

5.2.1 Convocation des candidats admissibles aux concours de professeurs des écoles

5.2.2 Convocation des candidats admissibles aux concours de personnels enseignant du second degré, personnels d'éducation et de psychologues de l'éducation nationale

5.2.3 Dossier à transmettre pour l'admission des concours externes spéciaux de l'agrégation

5.2.4 Dossier à transmettre pour l'admission du concours externe de recrutement des psychologues de l'éducation nationale

5.2.5 Fiche de renseignement à transmettre pour l'épreuve d'entretien des concours externes et troisième concours de recrutement d'enseignants et de conseillers principaux d'éducation

5.2.6 Dossier à transmettre pour l'admission du concours dit « interne » de recrutement de personnels de direction

5.2.7 Dossier à transmettre pour l'admission du concours interne de recrutement des professeurs d'éducation physique et sportive

5.2.8 Dossier à transmettre pour l'admission des concours de personnels de la jeunesse et des sports

5.2.9 Concours et examens professionnels de personnels administratifs, sociaux, de santé, des bibliothèques et de l'encadrement

5.2.10 Épreuves d'admission de certains concours internes en visioconférence

6. Résultats des concours

6.1 Concours du premier degré

6.2 Concours enseignants du second degré, personnels d'éducation, de psychologues de l'éducation nationale et concours et examens professionnels de personnels d'encadrement et de personnels administratifs, sociaux, de santé et des bibliothèques ainsi que des personnels de la jeunesse et des sports

6.3 Relevé de notes et décisions du jury

6.4 Communication des copies, des dossiers de RAEP et des appréciations

6.4.1 Principes généraux

6.4.2 Communication des copies et des dossiers de RAEP

6.4.3 Communication des appréciations des épreuves orales

6.5 Rapports des jurys

7. Formalités après la réussite aux concours

8. Note de service session 2021

Annexe I : Répartition des concours entre les deux systèmes d'information

Annexe II : Dispositions réglementaires régissant les concours et examens professionnels objets de la présente note de service

1. Modalités et dates d'inscription

L'inscription à un concours est un acte personnel. Il est impératif que les candidats effectuent eux-mêmes cette opération et veillent à ne pas attendre les derniers jours pour s'inscrire.

En cas d'impossibilité de s'inscrire par Internet, ils ont la possibilité de le faire à l'aide d'un dossier papier. Chaque fois qu'il est indiqué une date limite avec la mention « le cachet de la poste faisant foi » ou selon des modalités spécifiques indiquées, les candidats veilleront à prendre toute disposition utile au respect de ces règles.

Ainsi, dans le cas d'un envoi postal, il leur est déconseillé d'avoir recours au service du courrier de leur administration ou établissement qui n'offre pas la garantie que le cachet apposé ultérieurement par les services de la poste portera une date compatible avec celle fixée par l'arrêté d'ouverture du concours considéré.

1.1 Inscription par Internet

L'inscription par Internet s'effectue en une phase unique d'inscription et de validation, en application des dispositions du décret n° 95-681 du 9 mai 1995 modifié notamment par le décret n° 2014-360 du 19 mars 2014 fixant les conditions d'inscription des candidats aux concours d'accès à la fonction publique de l'État par voie électronique.

1.1.1 Adresses Internet

Les candidats accèdent au service d'inscription aux adresses suivantes selon le type de concours choisi :

- pour les concours de recrutement de professeurs des écoles et les personnels de l'enseignement du second degré : <https://www.devenirenseignant.gouv.fr/>
- pour les conseillers principaux d'éducation : <https://www.education.gouv.fr/les-concours-de-recrutement-de-conseillers-principaux-d-education-cpe-6719>
- pour les psychologues de l'éducation nationale : <https://www.education.gouv.fr/les-concours-de-recrutement-des-psychologues-de-l-education-nationale-11264>
- pour les personnels de direction : <https://www.education.gouv.fr/le-concours-de-personnels-de-direction-9947>
- pour les inspecteurs d'académie - inspecteurs pédagogiques régionaux (IA-IPR) : <https://www.education.gouv.fr/le-concours-de-recrutement-d-inspecteurs-d-academie-inspecteurs-pedagogiques-regionaux-ia-ipr-324530>
- pour les inspecteurs de l'éducation nationale : <https://www.education.gouv.fr/le-concours-de-recrutement-d-inspecteurs-de-l-education-nationale-ien-324521>
- pour les professeurs de sport (PS) : <https://www.education.gouv.fr/concours-de-recrutement-de-professeurs-de-sport-308152>
- pour les conseillers d'éducation populaire et de jeunesse (CEPJ) : <https://www.education.gouv.fr/concours-de-recrutement-de-conseillers-d-education-populaire-et-de-jeunesse-308138>
- pour les inspecteurs de la jeunesse et des sports (IJS) : <https://www.education.gouv.fr/concours-de-recrutement-d-inspecteurs-de-la-jeunesse-et-des-sports-308150>
- pour les conseillers techniques et pédagogiques supérieurs : <https://www.education.gouv.fr/le-concours-interne-de-recrutement-de-conseiller-technique-et-pedagogique-superieur-ctps-308155>
- pour les concours et les examens professionnels de personnels administratifs, sociaux, de santé : <https://www.education.gouv.fr/concours-administratifs-sociaux-et-de-sante-7373>
- pour les concours et examens professionnels de personnels des bibliothèques : <https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pid24793/concours-des-bibliotheques.html>

1.1.2 Recommandations préalables à l'inscription

Avant de procéder à leur inscription, les candidats doivent vérifier qu'ils remplissent les conditions générales

d'accès à la fonction publique et toutes les conditions requises par la réglementation du concours choisi. Des écrans d'informations, rappelant notamment les conditions exigées par la réglementation de chaque concours, sont mis à la disposition des candidats aux adresses Internet précitées. Il est recommandé aux candidats de les consulter avant de procéder à leur inscription.

Aucune dérogation aux conditions générales d'inscription, dispositions réglementaires, ne peut être accordée. Les candidats doivent vérifier qu'ils sont en possession de toutes les informations qu'ils devront saisir concernant :

- **le recrutement choisi :**

- s'il y a lieu, la section, l'option ou la spécialité dans la section, éventuellement le choix retenu pour les épreuves à option ;

- **les données personnelles :**

- adresse postale, téléphones personnel et professionnel ;

- adresse électronique obligatoire afin de pouvoir contacter à tout moment les candidats.

Pour toute correspondance, l'adresse postale et l'adresse électronique prises en considération seront celles indiquées par les candidats lors de leur inscription. Ces adresses doivent être des adresses permanentes qui seront utilisées pour toute la période d'organisation du recrutement pouvant aller jusqu'à septembre 2022. Les candidats doivent prendre toutes dispositions pour que les courriers électroniques et postaux puissent leur parvenir. À défaut, aucune réclamation ne sera admise.

- numéro d'identification éducation nationale (Numen). Seuls les candidats en fonction et qui s'inscrivent dans l'académie où ils exercent peuvent saisir leur Numen ;

- les éléments nécessaires à la demande, par l'administration, des antécédents judiciaires : commune et département de naissance du candidat, noms de naissance et prénoms des parents (nom de famille ou « nom de jeune fille » de la mère). Aucune demande personnelle ne doit être faite par les candidats. L'administration se charge d'adresser la demande au service compétent de l'État. Les candidats admissibles nés dans une collectivité d'outre-mer, à l'exception des natifs de Saint-Pierre-et-Miquelon, seront rendus destinataires d'un formulaire papier que l'administration se chargera de transmettre au service compétent. Les candidats (autres que Français) admissibles, ressortissants des états membres de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen, les Suisses et les Andorrans doivent en outre fournir une attestation établie par l'autorité compétente de leur pays d'origine indiquant qu'ils jouissent de leurs droits civiques dans leur pays d'origine et n'ont pas subi de condamnation incompatible avec l'exercice des fonctions postulées. Cette attestation devra être rédigée en langue française ou à défaut accompagnée d'une traduction effectuée par un traducteur assermenté.

1.1.3 Dates d'inscription

- **du 12 octobre à partir de 12 h 00 au 10 novembre 2021, 17 h 00, heure de Paris** pour les recrutements et examens suivants : attachés, CTS, médecins, principalat des attachés, examens professionnels de classe exceptionnelle et de classe supérieure de SAENES et ensemble des concours et examens professionnels de la filière des bibliothèques ;

- **du 19 octobre à partir de 12 h 00 au 17 novembre 2021, 17 h 00, heure de Paris** pour les recrutements de personnels enseignants (1er et 2d degré), conseillers principaux d'éducation, psychologues de l'éducation nationale, personnels d'encadrement et personnels de la jeunesse et des sports ;

- **du 15 février 2022 à partir de 12 h 00 au 15 mars 2022, 17 h 00, heure de Paris** pour les recrutements d'infirmier, d'assistant de service social, de secrétaire administratif de classe normale et secrétaire administratif de classe supérieure, d'adjoint administratif principal de 2e classe et d'adjoint administratif sans concours.

Attention : les inscriptions aux examens professionnels d'avancement de grade dans le corps des SAENES relèvent de la période d'inscription du 12 octobre au 10 novembre 2021, mentionnée ci-dessus.

Il est recommandé de ne pas attendre les derniers jours pour s'inscrire.

1.1.4 Saisie des données et attribution d'un numéro d'inscription

Des écrans informatifs guident les candidats tout au long de la saisie des données nécessaires à leur inscription.

À l'issue de cette opération, les informations saisies par les candidats leurs sont présentées de façon récapitulative. Ils doivent alors en vérifier l'exactitude, éventuellement apporter les modifications nécessaires, puis valider leur dossier. Une fois la validation opérée, un écran indique aux candidats leur numéro d'inscription qui est définitif et personnel, ainsi que la date et l'heure de l'enregistrement.

L'attention des candidats est appelée sur le fait que tant qu'un numéro d'inscription n'est pas affiché à l'écran, l'inscription n'est pas enregistrée. En cas de déconnexion avant l'obtention de celui-ci, le candidat doit reprendre la totalité de la procédure.

En cas d'inscription ou de modification d'inscription par Internet **le dernier jour** des inscriptions, peu de temps avant 17 h 00, heure de fermeture des serveurs, la connexion se poursuivra afin de permettre aux

candidats de terminer leur opération, mais sera interrompue à 17 h 30, heure de Paris. Ces candidats doivent donc impérativement avoir finalisé et validé leur inscription ou leur modification d'inscription avant 17 h 30, heure de Paris.

Dans le cas d'inscription à plusieurs concours, un numéro différent est attribué à chaque inscription.

1.1.5 Documents à imprimer et à enregistrer

a- Pour les concours et examens professionnels de :

- personnels enseignants du premier degré ;
- professeurs d'éducation physique et sportive, conseillers principaux d'éducation, psychologues de l'éducation nationale ;
- personnels enseignants du second degré avec affectation à Mayotte ;
- personnels administratifs, sociaux, de santé, des bibliothèques et de l'encadrement ;
- personnels de la jeunesse et des sports.

l'adresse électronique saisie lors de la création du compte candidat permettra aux candidats d'accéder à leurs inscriptions et aux documents relatifs à ces dernières.

Pour chacun des concours auxquels ils se sont inscrits, les candidats sont rendus destinataires d'un courriel rappelant les caractéristiques de leur inscription et leur numéro d'inscription. Ce courriel précise les modalités pour :

- consulter ou modifier leur inscription pendant la période d'ouverture des serveurs d'inscription ;
- accéder aux documents relatifs à leur candidature (récapitulatif d'inscription, demande de pièces à fournir profilée).

L'ensemble des documents et informations sont mis à disposition des candidats dans leur espace candidat à la rubrique « Mes documents ».

b- Pour les autres recrutements, après validation de l'inscription ou de la modification, les candidats doivent imprimer ou enregistrer les documents suivants au format PDF :

- le récapitulatif de leur inscription sur lequel leur numéro d'inscription est mentionné. Ce numéro permet aux candidats d'accéder à leur dossier pour le vérifier et le modifier, si nécessaire ;
- la liste des pièces justificatives qu'ils devront fournir ultérieurement à la division des examens et concours de leur académie d'inscription ou au service interacadémique des examens et concours (Siec) d'Île-de-France, pour les candidats franciliens.

Pour les concours de personnels enseignants du second degré uniquement, les candidats à un concours interne dont l'épreuve d'admissibilité repose sur un dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle (RAEP) **doivent imprimer et enregistrer le document revêtu d'un code barre qui devra obligatoirement être utilisé comme page de couverture de leur dossier de RAEP**. Aucun duplicata ne sera délivré ultérieurement par les services académiques d'inscription.

Pour chacun des concours auxquels ils se sont inscrits, les candidats sont rendus destinataires d'un courriel rappelant les caractéristiques de leur inscription et leur numéro d'inscription. Ce courriel comprend, en pièces jointes, l'attestation de l'inscription accompagnée d'autres documents liés aux concours choisis. Il précise également les modalités pour consulter ou modifier leur inscription, pendant la période d'ouverture des serveurs d'inscription.

1.1.6 Modification de l'inscription

a - Pour les concours et examens professionnels de :

- personnels enseignants du premier degré ;
- professeurs d'éducation physique et sportive, conseillers principaux d'éducation, psychologues de l'éducation nationale ;
- personnels enseignants du second degré avec affectation à Mayotte ;
- personnels administratifs, sociaux, de santé, des bibliothèques et de l'encadrement ;
- personnels de la jeunesse et des sports.

Les candidats qui souhaitent modifier leur inscription peuvent le faire en se connectant à leur compte candidat, à l'aide de leur adresse courriel utilisée lors de la création de ce dernier, pendant la période d'ouverture des serveurs d'inscription. La prise en compte de la modification est notifiée par courriel.

b - Pour les autres recrutements, les candidats qui souhaitent modifier leur inscription peuvent le faire en se connectant au service correspondant et en choisissant l'académie qui a enregistré leur inscription.

Puis, dans la rubrique « Consultation - Modification inscription », à l'aide du numéro d'inscription qui leur a été attribué, ils accèdent à leur dossier.

Les écrans qu'ils ont complétés lors de l'inscription sont présentés successivement. Ils peuvent modifier les informations de leur choix. Lorsqu'ils arrivent au dernier écran, ils doivent valider les modifications qu'ils ont effectuées. La prise en compte de cette modification leur est notifiée par courriel accompagné des pièces jointes. En cas de modifications successives, seule la dernière est considérée comme valable.

Aucune modification d'inscription ne peut être acceptée après la clôture des serveurs d'inscription.

1.1.7 Inscriptions multiples

Sous réserve de justifier des conditions d'inscription exigées, les candidats peuvent s'inscrire, à la même session, à plusieurs concours (externe, externe spécial, interne et troisième concours).

En ce qui concerne les concours du second degré, les candidats peuvent s'inscrire à plusieurs sections d'un même concours.

Il est rappelé aux candidats inscrits à plusieurs concours ou sections/options ou spécialités d'un concours dont les épreuves écrites se déroulent à la même date, qu'ils optent de fait obligatoirement pour l'un d'entre eux ou l'une d'entre elles, en se rendant à la convocation correspondant au concours ou à la section ou à l'option (ou spécialité) de leur choix.

Conformément aux dispositions des arrêtés fixant les modalités d'organisation des épreuves des concours du premier et du second degrés, ainsi que pour les concours externes de secrétaires administratifs, lorsqu'une épreuve est à options ou spécialités, les candidats doivent obligatoirement formuler leur choix au moment de l'inscription. Les candidats ne peuvent s'inscrire plusieurs fois pour effectuer des choix d'option différents. Si tel est le cas, seule la dernière inscription sera prise en compte.

De même, en application de l'article 6 du décret n° 72-581 du 4 juillet 1972, les candidats au concours du Capes ne peuvent s'inscrire dans la même section et, éventuellement, option, au concours correspondant (concours externe, concours interne...) ouvert pour une affectation locale en Guyane. Les candidats doivent opter dès l'inscription. En cas de non-respect de ces dispositions, les candidats seront mis en demeure d'opter. À défaut de réponse du candidat, seule la dernière inscription enregistrée sera prise en compte.

Aucune modification du choix ne sera prise en considération après la clôture des inscriptions.

Il est également rappelé qu'en application des articles R. 914-20 à 914-31 du Code de l'éducation, les candidats aux concours de recrutement de maîtres de l'enseignement privé sous contrat dans le second degré, ne peuvent s'inscrire dans une même section au concours de l'enseignement privé et au concours correspondant de l'enseignement public : concours externe et Cafep, concours interne et CAER, troisième concours et troisième concours du Cafep. En cas de non-respect de cette dernière disposition, il sera demandé aux candidats d'opter. En l'absence de réponse de leur part, seule la dernière inscription enregistrée sera prise en compte.

Pour les concours de recrutement des personnels d'inspection (IA-IPR et IEN), un même candidat peut souhaiter concourir au titre de plusieurs spécialités. Il doit alors procéder à autant d'inscriptions que de spécialités choisies et constituer un dossier de RAEP pour chaque spécialité choisie.

1.2 Inscription par écrit

En cas d'impossibilité de s'inscrire par Internet, les candidats peuvent obtenir un dossier imprimé d'inscription, sur demande écrite établie selon le modèle figurant en annexe de l'arrêté d'ouverture du concours choisi, publié au Journal officiel de la République française.

1.2.1 Demande du dossier d'inscription

Les demandes doivent être adressées, obligatoirement par voie postale et en recommandé simple, au service académique chargé de l'inscription. La demande est accompagnée d'une enveloppe au format 22,9 x 32,4 cm, affranchie au tarif en vigueur correspondant à un poids jusqu'à 100 g et libellée aux nom et adresse du candidat.

Les demandes de dossier imprimé d'inscription doivent être adressées à la division des examens et concours de l'académie choisie pour l'inscription, ou au Siec pour les candidats d'Île-de-France, ou au service de l'enseignement pour les candidats de Saint-Pierre-et-Miquelon, ou auprès du rectorat de la Guadeloupe pour les candidats de Saint-Barthélemy et Saint-Martin, ou auprès du vice-rectorat de Nouvelle-Calédonie pour les candidats de Wallis-et Futuna.

Les candidats aux concours (externes, internes, troisièmes concours) résidant dans les pays étrangers s'inscrivent auprès de l'académie de leur choix. Toutefois, les candidats aux concours enseignants du second degré qui résident au Maroc ou en Tunisie formuleront leur demande auprès des services culturels des ambassades de France à Rabat et à Tunis où un centre d'épreuves écrites est susceptible d'être ouvert.

Le dossier imprimé d'inscription est accompagné d'une notice de renseignements pour le remplir et de la liste des pièces justificatives à fournir.

1.2.2 Envoi du dossier d'inscription

Le dossier imprimé d'inscription rempli en un seul exemplaire doit être signé par le candidat. Il est envoyé, par voie postale et en recommandé simple, au service académique qui a délivré le dossier au plus tard :

- **le mercredi 10 novembre 2021** pour les candidats aux recrutements et examens professionnels de personnels administratifs, sociaux, de santé et des bibliothèques ;
 - **le mercredi 17 novembre 2021** pour les recrutements de personnels enseignants, personnels d'éducation, psychologues de l'éducation nationale, personnels d'encadrement et personnels de la jeunesse et des sports.
- Le cachet de la poste faisant foi pour l'ensemble des candidats, hormis pour les candidats aux concours suivants (15 mars 2022) :
- infirmier ;

- assistant de service social ;
- secrétaire administratif de classe normale et secrétaire administratif de classe supérieure ;
- adjoint administratif principal de 2e classe ;
- adjoint administratif sans concours.

Le candidat doit obligatoirement conserver le récépissé de son envoi. Aucun dossier posté hors délai ne pourra être pris en considération. **Les candidats devront donc veiller à demander les dossiers d'inscription suffisamment tôt pour tenir compte des délais d'acheminement de leur dossier.**

1.3 Documents reçus par les candidats

a - Pour les concours et examens professionnels de :

- personnels enseignants du premier degré ;
- professeurs d'éducation physique et sportive, conseillers principaux d'éducation, psychologue de l'éducation nationale ;
- personnels enseignants du second degré avec affectation à Mayotte ;
- personnels administratifs, sociaux, de santé, des bibliothèques et de l'encadrement ;
- personnels de la jeunesse et des sports.

reçoivent par courrier électronique une confirmation d'inscription, et ce quelle que soit la modalité d'inscription choisie.

Ce courrier électronique précise au candidat :

- leur numéro d'inscription ;
- les modalités pour accéder aux documents relatifs à cette inscription (connexion à leur espace candidat pour prendre connaissance de leur récapitulatif d'inscription et de la demande de pièces justificatives).

b - Pour les autres recrutements, quelle que soit la modalité d'inscription choisie, les candidats reçoivent ultérieurement par courrier électronique ou éventuellement par voie postale, de la part du service académique chargé de l'inscription :

- le récapitulatif de leur inscription leur indiquant leur numéro d'inscription, ainsi que l'ensemble des données relatives à leur inscription. Les candidats doivent conserver ce document ;
- un formulaire indiquant les pièces justificatives qu'ils devront adresser au même service d'inscription en se conformant à la date indiquée sur ce document. Toutes les pièces justificatives nécessaires devront être retournées accompagnées de ce document.

c - Attention : pour les concours de recrutement de personnels d'encadrement, aucun dossier de RAEP ou de présentation ne sera adressé aux candidats.

Le dossier du concours concerné devra être téléchargé et transmis par le candidat admissible selon les modalités indiquées : pour le concours de recrutement des inspecteurs de l'éducation nationale (IEN) et **pour** le concours de recrutement des inspecteurs d'académie-inspecteurs pédagogiques régionaux (IA-IPR).

1.4 Académies d'inscription aux concours

1.4.1 Professeurs des écoles

Les candidats au concours externe, aux concours externes spéciaux, au second concours interne, au second concours interne spécial, au troisième concours s'inscrivent auprès du rectorat de l'académie au titre de laquelle ils désirent concourir. Ceux qui désirent concourir sous la nationalité monégasque doivent s'inscrire auprès du rectorat de l'académie de Nice.

1.4.2 Personnels de l'enseignement du second degré, personnel d'éducation, psychologues de l'éducation nationale et personnels administratifs, sociaux, de santé, des bibliothèques et de la jeunesse et des sports

Candidats résidant en métropole ou dans les DOM

Pour les concours et examens professionnels de :

- personnels enseignants du premier degré ;
- professeurs d'éducation physique et sportive, conseillers principaux d'éducation, psychologues de l'éducation nationale ;
- personnels enseignants du second degré avec affectation à Mayotte ;
- personnels administratifs, sociaux, de santé, des bibliothèques et d'encadrement ;
- personnels de la jeunesse et des sports.

l'adresse renseignée (personnelle ou administrative) lors de la création du compte candidat dans Cyclades détermine l'académie d'inscription.

Pour les autres concours, les candidats, agents titulaires et non-titulaires de l'État, des collectivités territoriales et des établissements publics qui en dépendent, les assistants d'éducation, les maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat, en activité, les fonctionnaires en détachement en France s'inscrivent auprès du rectorat de l'académie de leur résidence administrative.

Pour les concours sous Cyclades et les autres (cf répartition Annexe I) :

les candidats déclarant une adresse personnelle ou administrative dans le ressort des académies de Paris, Créteil et Versailles s'inscrivent auprès du service interacadémique des examens et concours (Siec) d'Île-de-

France.

Les candidats aux concours enseignants second degré, d'éducation et psychologues de l'éducation nationale autres que ceux mentionnés à l'alinéa précédent ou qui sont en position administrative de congé parental, en congé pour formation ainsi que les lauréats d'un concours de recrutement de personnels de l'enseignement du second degré en report de stage, s'inscrivent dans l'académie de leur résidence personnelle.

Candidats résidant en Nouvelle-Calédonie, dans une collectivité d'outre-mer ou à l'étranger

- Les candidats en résidence dans les collectivités d'outre-mer s'inscrivent conformément aux indications figurant ci-dessous :
 - Nouvelle-Calédonie : vice-rectorat de Nouvelle-Calédonie ;
 - Polynésie française : vice-rectorat de Polynésie française ;
 - Wallis-et-Futuna : vice-rectorat de Nouvelle-Calédonie pour les concours enseignants ;
 - Saint-Barthélemy, Saint-Martin : rectorat de Guadeloupe ;
 - Saint-Pierre-et-Miquelon : rectorat de Caen.
- Les candidats résidant dans un pays étranger s'inscrivent auprès de l'académie de leur choix.

Toutefois, les candidats aux concours enseignants résidant au Maroc s'inscrivent auprès de l'académie de Poitiers et ceux résidant en Tunisie auprès de l'académie de Nice.

À partir du site Internet ministériel, les candidats, après avoir sélectionné leur collectivité ou leur pays de résidence (Maroc ou Tunisie), accèdent directement, pour leur inscription, sur le serveur de l'académie ou du vice-rectorat dont ils relèvent.

1.5 Précisions concernant les concours et les examens professionnels d'avancement de grade des personnels administratifs, sociaux et de santé organisés par les académies

1.5.1 Concours

Les académies pourront organiser, au titre de l'année 2022, les concours de droit commun suivants :

- infirmier ;
- assistant de service social ;
- secrétaire administratif de classe normale et secrétaire administratif de classe supérieure ;
- adjoint administratif principal de 2e classe.

1.5.2 Recrutements sans concours et par la voie du Pacte

Pourront également être organisés par les académies des recrutements sans concours d'adjoint administratif et des recrutements d'adjoint administratif par la voie du Pacte.

1.5.3 Examens professionnels d'avancement de grade

Des examens professionnels pour l'avancement au grade de secrétaire administratif de classe supérieure et de secrétaire administratif de classe exceptionnelle du corps des secrétaires administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur devront être organisés par les académies et, pour les personnels relevant pour leur gestion de l'administration centrale du ministère de l'Éducation nationale, par les services du ministère. Ces examens professionnels sont réservés aux titulaires du corps et aux agents détachés dans ce corps.

1.5.4 Académies d'inscription

Les candidats aux concours et aux recrutements sans concours de droit commun s'inscriront auprès du rectorat de l'académie ou du vice-rectorat de leur choix. Les candidats aux recrutements des académies de Créteil, Paris et Versailles s'inscriront auprès du service interacadémique des examens et concours (Siec) d'Île-de-France.

Les candidats aux examens professionnels d'avancement de grade s'inscriront auprès des services de l'académie dont ils relèvent pour leur gestion. Les candidats relevant des académies de Créteil, de Paris et de Versailles ainsi que ceux relevant pour leur gestion de l'administration centrale s'inscriront auprès du service interacadémique des examens et concours (Siec) d'Île-de-France, au titre de l'examen professionnel correspondant à leur situation administrative.

1.5.5 Rappels concernant le calendrier des inscriptions

Les candidats s'inscrivent par Internet **du mardi 15 février 2022 à partir de 12 h 00 au mardi 15 mars 2022, 17 h 00, heure de Paris. Hormis les examens professionnels d'avancement de grade dans le corps des SAENES dont les inscriptions seront ouvertes du 12 octobre au 10 novembre 2022.**

2. Situation des candidats en situation de handicap

Les candidats en situation de handicap peuvent bénéficier d'aménagements d'épreuves.

Les aménagements d'épreuves des concours de recrutement doivent permettre aux personnes en situation de handicap, répondant à la définition du handicap posée par la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 (« Constitue un handicap toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un

trouble de santé invalidant. »), de concourir dans les mêmes conditions que les autres candidats, sans leur donner un avantage de nature à rompre la règle d'égalité entre les candidats en application des dispositions de l'article 27 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État.

Les aménagements sont accordés par le service organisateur du concours après la production d'un certificat médical en application des dispositions du décret n° 2020-523 du 4 mai 2020 relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail et aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens en faveur des agents publics et des candidats en situation de handicap.

Le certificat est délivré par un médecin agréé, désigné par l'administration, en application de l'article 20 du décret n° 86-442 du 14 mars 1986 modifié relatif à la désignation des médecins agréés et notamment aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics.

Le médecin agréé indique sur ce certificat les aménagements d'épreuves souhaitables au regard du handicap (formulaire spécifique fourni sur demande par l'administration).

Ces aménagements ne sont pas accordés automatiquement aux personnes qui en font la demande. Ils doivent permettre notamment d'adapter la durée et le fractionnement des épreuves aux moyens physiques des candidats ou de leur apporter les aides humaines et techniques nécessaires.

Dans l'hypothèse où le handicap évoluerait entre la demande d'aménagement des épreuves et la date de leur déroulement, le candidat doit fournir les documents complémentaires dans un délai permettant, le cas échéant, leur éventuelle prise en compte.

Par ailleurs, notamment pour les épreuves comportant une prestation physique en EPS ou pour certaines épreuves d'arts plastiques, il est fortement recommandé :

- aux médecins agréés d'indiquer avec précision les aménagements nécessaires afin que la prestation du candidat concerné puisse être évaluée par le jury ;
- aux candidats d'avoir conscience que ces épreuves sont consubstantielles du concours choisi et qu'elles doivent donc pouvoir être évaluées par le jury. Aussi, si en raison de leur handicap et nonobstant les aménagements prescrits par le médecin agréé et mis en œuvre par l'administration, le candidat s'avère dans l'impossibilité absolue d'effectuer la prestation attendue ou une partie de celle-ci, le jury sera fondé à mettre la note zéro sur cette épreuve.

3. Dispense des épreuves d'admissibilité des concours externes du Capes et du Capet susceptible d'être accordée aux élèves des écoles normales supérieures (ENS)

Aux termes du deuxième alinéa de l'article 23 du décret n° 72-581 du 4 juillet 1972 modifié fixant le statut particulier des professeurs certifiés, les élèves des écoles normales supérieures de Lyon, d'ULM, de Paris-Saclay et de Rennes, recrutés sur **concours national** et qui bénéficient du statut de fonctionnaire-stagiaire, titulaires de l'un des titres ou diplômes requis des candidats aux concours externes du Capes ou du Capet peuvent être dispensés des épreuves d'admissibilité, par le ministre chargé de l'éducation. Ils formulent leur demande par Internet en même temps que leur inscription au concours.

Cette disposition ne s'applique pas aux anciens élèves, aux étudiants admis pour suivre une formation licence-master ou une préparation au concours de l'agrégation.

4. Vérification par l'administration des conditions requises

4.1 Adresses permettant de communiquer avec les candidats

Comme indiqué dans les recommandations préalables à l'inscription (§ 1.1.2), **l'adresse postale et l'adresse électronique prises en considération seront celles indiquées par les candidats lors de leur inscription.**

L'adresse postale pourra notamment être utilisée par l'académie d'inscription pour adresser une lettre de rappel en recommandé avec accusé de réception, demandant les pièces justificatives aux candidats qui ne les auraient pas fournies. Cette relance pourra également être effectuée de manière dématérialisée.

Lors de son inscription, le candidat :

- atteste avoir pris connaissance des conditions générales d'accès à la fonction publique et de toutes les conditions requises par la réglementation du concours. Il certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements fournis ;

- s'engage à fournir à la date indiquée, toutes les pièces justificatives qui lui seront demandées.

4.2 Date à laquelle les conditions requises pour concourir doivent être remplies

En application des dispositions de l'ordonnance n° 2020-1694 du 24 décembre 2020 les dates d'appréciation des conditions particulières (diplôme, position statutaire, échelon, ancienneté de service ...) sont fixées à la date de publication des résultats d'admission.

Point d'attention : au regard des accords conclus avec la Grande Bretagne suite au Brexit, les candidats britanniques sont désormais considérés comme des candidats à titre étranger.

Toutefois, les ressortissants britanniques qui auraient acquis la qualité de fonctionnaire avant le 1er janvier 2021 conservent cette qualité après cette date. Cela a pour conséquence que la condition de nationalité ne

leur soit plus opposable et soit considérée comme remplie, afin de leur permettre de continuer à progresser dans leur carrière notamment par voie de concours interne, mais également de présenter tous autres concours y compris pour changer de corps ou de cadre d'emplois.

4.3 Vérification des pièces justificatives

La vérification, par l'administration, des conditions requises pour concourir doit intervenir au plus tard à la date de nomination en application des dispositions de l'article 20 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État.

Il ressort de cette disposition que :

- la convocation et la participation des candidats aux épreuves ne préjugent pas de la recevabilité de leur demande d'inscription ;
- lorsque le contrôle des pièces fournies montre que des candidats ne remplissent pas les conditions requises pour faire acte de candidature, ils ne peuvent ni figurer, ni être maintenus sur la liste d'admissibilité ou sur la liste d'admission, ni être nommés, qu'ils aient été ou non de bonne foi.

Le plus grand soin doit être apporté aux pièces jointes dont les services vérifieront le contenu le plus tôt possible.

Toute infraction au règlement, toute fraude ou tentative de fraude, soit dans les renseignements fournis lors de l'inscription, soit au cours des épreuves d'admissibilité ou d'admission, entraînera l'exclusion du candidat, sans préjudice des sanctions pénales et éventuellement disciplinaires s'il est agent public.

5. Déroulement des épreuves des concours

Autorisation d'absence pour les agents titulaires ou non-titulaires.

Les deux jours d'absence qui peuvent être accordés doivent précéder immédiatement le premier jour du concours et porter sur des jours ouvrables (dont le samedi), que les candidats soient ou non en fonctions ces jours-là, et quelle que soit leur quotité hebdomadaire de travail.

Lorsque les deux jours qui précèdent les épreuves d'admissibilité sont situés pendant les vacances scolaires, il ne peut être accordé d'autorisation d'absence.

5.0 Organisation des épreuves des concours - Respect des consignes sanitaires

Dans le cadre des recommandations sanitaires liées au Covid-19 l'organisation d'épreuves de concours impose une application stricte des mesures gouvernementales en vigueur.

5.1 Organisation des épreuves écrites d'admissibilité

Les calendriers détaillés des épreuves écrites des concours mentionnés ci-dessous sont publiés, pour chaque concours, sur le site du ministère de l'éducation nationale ou celui de l'enseignement supérieur aux adresses indiquées en introduction de la présente note de service.

5.1.1 Calendriers des épreuves écrites d'admissibilité

5.1.1.1 Concours de professeurs des écoles (enseignement public et privé)

- premier concours interne et CAER : **mercredi 23 mars 2022** ;
- concours externes, concours externes spéciaux, seconds concours internes, seconds concours internes spéciaux et troisièmes concours et CAER correspondants : **mardi 5, mercredi 6 et jeudi 7 avril 2022** ;
- concours externe, second concours interne spécifiques à Mayotte : **mercredi 13 et jeudi 14 avril 2022**.

5.1.1.2 Concours du second degré (enseignement public et privé)

Agrégations :

- concours externe et concours externe spécial : **du mardi 22 février au samedi 19 mars 2022** ;
- concours interne et CAER : **du mardi 25 au vendredi 28 janvier 2022**.

Capeps :

- concours externe et Cafep : **jeudi 3 et vendredi 4 mars 2022** ;
- troisième concours et troisième Cafep : **jeudi 3 mars 2022** ;
- concours interne et CAER : **mardi 1er février 2022**.

Capes :

- concours externe et Cafep : **du lundi 21 mars au jeudi 31 mars 2022** ;
- concours interne et CAER : **mardi 1er février 2022** pour les sections documentation et éducation musicale et chant choral ;
- troisième concours et troisième Cafep : **du lundi 21 mars au jeudi 31 mars 2022** ;
- concours externe à affectation locale à Mayotte : **lundi 11 et mardi 12 avril 2022** ;
- concours interne à affectation locale à Mayotte : **lundi 11 avril 2022**.

Capet :

- concours externe et Cafep : **jeudi 3 et vendredi 4 mars 2022** ;
- troisième concours et troisième Cafep : **jeudi 3 mars 2022**.

CAPLP :

- concours externe et Cafep : **jeudi 10 et vendredi 11 mars 2022** ;
- concours interne : **jeudi 10 mars 2022** ;

- troisième concours et troisième Cafep : **jeudi 10 mars 2022**.

CPE (enseignement public) :

- concours externe : **jeudi 3 et vendredi 4 mars 2022** ;

- troisième concours : **jeudi 3 mars 2022**.

5.1.1.3 Concours de psychologues de l'éducation nationale (PsyEN)

- concours externe : **mercredi 2 et jeudi 3 février 2022** ;

- troisième concours : **jeudi 3 février 2022** ;

- concours interne : **jeudi 3 février 2022**.

5.1.1.4 Concours de personnels de direction (CRPD) : mercredi 12 janvier 2022.

- concours interne : **mercredi 12 janvier 2022** ;

- troisième concours : dates fixées ultérieurement.

5.1.1.5 Concours des personnels de la jeunesse et des sports :

Inspecteurs de la jeunesse et des sports :

- concours externe : **mardi 22 au jeudi 24 février 2022** ;

- concours interne : **mardi 22 au jeudi 24 février 2022** ;

- troisième concours : **mardi 22 au jeudi 24 février 2022**.

Professeurs de sport :

- concours externe : **jeudi 24 et vendredi 25 février 2022** ;

- concours interne : **jeudi 24 février 2022**.

Professeurs de sport réservé aux sportifs de haut niveau :

- **mercredi 23 février 2022**.

Conseillers d'éducation populaire et de jeunesse :

- concours externe : **jeudi 24 et vendredi 25 février 2022** ;

- concours interne : **vendredi 25 février 2022** ;

- troisième concours : **vendredi 25 février 2022**.

5.1.1.6 Concours de personnels administratifs et des bibliothèques

Attaché d'administration de l'État :

- concours interne : **jeudi 17 février 2022**.

Conservateurs des bibliothèques :

- concours externe et interne : **jeudi 31 mars et vendredi 1er avril 2022** ;

- concours externe spécial : **vendredi 1er avril 2022**.

Bibliothécaires :

- concours externe : **jeudi 10 et vendredi 11 février 2022** ;

- concours interne : **jeudi 10 février 2022** ;

- concours externe spécial : **jeudi 10 février 2022**.

Bibliothécaires assistants spécialisés de classe normale :

- concours externe et interne : **jeudi 17 février 2021**.

Bibliothécaires assistants spécialisés de classe supérieure :

- concours externe : **jeudi 10 et vendredi 11 février 2022** ;

- concours interne : **jeudi 10 février 2022**.

5.1.2 Horaires des épreuves écrites d'admissibilité

En métropole comme en outre-mer, un calendrier fixe en heure locale l'horaire de début de l'épreuve ainsi que l'horaire à partir duquel les candidats pourront quitter la salle. Ce dernier horaire constitue une règle de sécurité afin d'empêcher toute communication entre candidats de différents centres.

Les horaires sont précisés par chaque centre d'épreuves sur les convocations individuelles.

5.1.3 Convocation des candidats

Selon les concours, les périodes des jours ou les jours de chaque épreuve écrite sont fixés dans l'arrêté d'ouverture du concours publié au Journal officiel de la République française. Par ailleurs, le jour de chaque épreuve écrite est publié sur les sites Internet du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports et du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. Aussi, aucun candidat ne peut déposer de réclamation au motif qu'il n'aurait pas reçu sa convocation.

Les candidats sont convoqués au plus tard dix jours avant le début des épreuves par le service des examens et concours dont dépend le centre où ils sont autorisés à composer.

Les horaires sont précisés sur les convocations individuelles.

En cas de non réception de leur convocation huit jours avant la date prévue de l'épreuve, les candidats sont invités à prendre contact avec le service académique chargé de l'organisation du concours.

Pour les épreuves d'une durée supérieure à 6 heures, les candidats sont invités à prévoir un repas froid qui sera pris sur place pendant le déroulement des épreuves et qui ne donnera en aucun cas droit à allongement

de la durée fixée pour ces épreuves.

5.1.4 Accès des candidats aux salles de composition

Les candidats munis de leur convocation doivent justifier de leur identité par la présentation d'une pièce d'identité en cours de validité avec photographie.

Les candidats ressortissants de pays hors Union européenne et Espace économique européen, en instance d'acquisition de la nationalité française par décret au moment de l'inscription au concours, doivent justifier de la décision d'acquisition ou de réintégration par une photocopie du Journal officiel de la République française ou une ampliation du décret, en pénétrant dans la salle le jour de la première épreuve du concours. Si tel n'est pas le cas, ils sont autorisés à composer à titre conditionnel, mais devront produire une photocopie du décret dans les délais indiqués par l'autorité organisatrice du concours. À défaut, leur candidature sera annulée.

L'accès aux salles de composition écrite est strictement interdit à tout candidat qui se présente après l'ouverture des enveloppes contenant les sujets, quel que soit le motif du retard.

Le fait de ne pas participer à une épreuve ou à une partie d'épreuve, de s'y présenter en retard après l'ouverture des enveloppes contenant les sujets, entraîne l'élimination du candidat.

5.1.5 Matériel autorisé

Les candidats ne doivent être porteurs d'aucun document ou matériel, hormis ceux qui ont été expressément autorisés et dont la liste a été jointe à la convocation ainsi que sur la page de couverture du sujet, notamment l'autorisation d'utiliser ou non une calculatrice.

Doivent être regroupés à l'endroit indiqué par le(s) surveillant(s) les sacs, porte-documents, cartables, ainsi que tout matériel et document non autorisés, afin que les candidats ne puissent pas y avoir accès pendant la durée de l'épreuve. Les téléphones portables, tablettes et appareils permettant l'écoute de fichiers audio doivent être impérativement éteints. Ils sont soit rangés dans le sac du candidat soit remis aux surveillants de salle car les candidats ne doivent avoir aucune communication entre eux ni avec l'extérieur durant l'épreuve. Aussi, l'utilisation des téléphones portables, tablettes, plus largement, de tout appareil permettant des échanges ou la consultation d'informations, est interdite et est susceptible de poursuites pour tentative de fraude. De même, l'utilisation de matériel ou document non autorisés est également susceptible de poursuites pour tentative de fraude.

Les candidats doivent uniquement faire usage du papier fourni par l'administration, y compris pour les brouillons.

Les conditions d'utilisation des calculatrices sont définies par la circulaire du 17 juin 2021, publiée au BOENJS n° 30 du 29 juillet 2021.

5.1.6 Consignes relatives aux copies

Chaque candidat doit inscrire sur l'en-tête de sa feuille de composition les éléments liés à son identité et au concours auquel il s'est inscrit.

Hormis sur l'en-tête, la copie qui est rendue ne doit, conformément au principe d'anonymat, comporter aucun signe distinctif, signature, nom, établissement, origine, etc.

Tout manquement à cette règle entraîne l'élimination du candidat.

Les candidats doivent vérifier que le sujet qui leur est distribué est bien celui du concours, de la section, de l'option ou de la spécialité auxquels ils se sont inscrits. S'ils composent sur un sujet ne correspondant pas au concours/section/option/spécialité choisis lors de leur inscription, leur copie n'est pas soumise à correction et ils sont, en conséquence, éliminés.

Pour les épreuves à options, les candidats doivent traiter le sujet correspondant à l'option choisie par eux lors de leur inscription. Dans le cas contraire, le candidat est éliminé.

Les candidats inscrits aux concours de l'enseignement privé de recrutement aux fonctions d'enseignant dans les établissements d'enseignement privés sous contrat du second degré ne doivent en aucun cas indiquer CAER, Cafep ou troisième Cafep, mais mentionner uniquement « concours interne », « concours externe » ou « troisième concours ». Cette disposition s'applique également aux concours de l'enseignement privé du premier degré.

Les candidats qui remettent une copie blanche ou qui omettent, volontairement ou non, de rendre leur copie à l'issue de l'épreuve, sont éliminés du concours.

Les brouillons ne doivent pas être joints aux copies.

Toute copie rendue après la fin de la durée réglementaire de l'épreuve fera l'objet d'une mention consignée au procès-verbal du déroulement de l'épreuve. Cette situation pourra entraîner l'annulation de la copie par l'administration, après décision du président du concours de ne pas corriger la copie.

Les éléments d'une copie (écriture, croquis, tableaux) ne doivent pas dépasser le cadre de la feuille mise à la disposition des candidats.

5.1.7 Discipline du concours et fraude

Les candidats aux concours de professeurs des écoles ne sont pas autorisés à quitter la salle de composition avant la fin de la première heure de composition.

Les candidats aux concours du second degré, au concours de recrutement des personnels de direction, des personnels de la jeunesse et des sports et les candidats aux concours et examens professionnels de personnels administratifs, sociaux, de santé et des bibliothèques, ne peuvent quitter la salle d'épreuve avant que l'autorisation leur en soit donnée, afin de tenir compte des contraintes horaires indiquées au § 5.1.2. L'horaire de sortie est une règle de sécurité afin d'empêcher toute communication entre candidats de différents centres.

Aucun candidat ne doit quitter définitivement la salle sans remettre sa copie et les documents réponses le cas échéant, ainsi que signer la liste d'émargement.

5.1.7.1 Discipline

Tout candidat troublant par son comportement le déroulement d'une épreuve est immédiatement mis en demeure de cesser de la perturber et peut, éventuellement, être invité à quitter temporairement la salle, sous la conduite d'un surveillant, le temps de recouvrer son calme. Cet incident est consigné au procès-verbal et le candidat risque, s'il persiste, l'exclusion de l'épreuve. Il ne peut être autorisé à continuer à composer que s'il donne toute assurance qu'il le fera sans gêner, à nouveau, les autres candidats.

5.1.7.2 Fraude

Toute infraction au règlement, toute fraude ou toute tentative de fraude dûment constatée entraîne l'exclusion du concours, sans préjudice de l'application, le cas échéant, des dispositions pénales prévues par la loi du 23 décembre 1901 modifiée réprimant les fraudes dans les examens et concours publics et de la sanction disciplinaire éventuellement encourue si le candidat est déjà au service d'une administration. La même mesure peut être prise contre les complices de l'auteur principal de la fraude ou de la tentative de fraude. Si, malgré les précautions prises en début d'épreuve, un candidat est pris en flagrant délit de fraude, il doit être immédiatement confondu. La documentation non autorisée est saisie et l'incident est consigné au procès-verbal. Le candidat est invité à le contresigner. La fraude fera l'objet d'un rapport particulier destiné au président du jury sans préjudice des sanctions disciplinaires encourues par le candidat, s'il est agent public, et des sanctions pénales dont la loi frappe le délit de fraude dans un concours public.

Aucune sanction immédiate n'est prise en cas de flagrant délit et le candidat concerné est autorisé à terminer l'épreuve.

Aucune décision ne peut être prise sans que l'intéressé n'ait été convoqué et mis en état de présenter des éléments d'explication.

En cas d'exclusion du concours, elle est prononcée, sur proposition du président de jury, par le recteur d'académie ou le vice-recteur pour les concours déconcentrés et par le ministre chargé de l'éducation nationale ou le ministre chargé de l'enseignement supérieur pour les concours nationaux.

La décision motivée est notifiée sans délai à l'intéressé par lettre recommandée avec accusé de réception.

Par ailleurs, toute copie de composition ou tout dossier de RAEP apparaissant suspect en cours de correction est signalé par les correcteurs au président du jury. En cas de fraude reconnue, son auteur est exclu du concours.

5.1.8 Centres des épreuves écrites d'admissibilité

5.1.8.1 Concours du premier degré

La liste des centres d'épreuves est fixée par le recteur d'académie en application des dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 25 janvier 2021 fixant les modalités d'organisation des concours de recrutement de professeurs des écoles. Il n'est pas ouvert de centres d'épreuves à l'étranger, dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie.

5.1.8.2 Concours enseignants du second degré, d'éducation et de psychologues

Les épreuves écrites d'admissibilité se déroulent dans les centres dont la liste est fixée par l'arrêté d'ouverture de chaque concours.

Elles ont lieu en général, au chef-lieu de chaque académie. Toutefois, pour des raisons d'organisation, les épreuves de certains concours peuvent avoir lieu en dehors du chef-lieu ou dans un nombre limité de centres. Sont énumérés ci-après les centres d'épreuves d'admissibilité susceptibles d'être ouverts dans les collectivités d'outre-mer, en Nouvelle-Calédonie ou à l'étranger :

- Nouvelle-Calédonie : Nouméa ;
- Polynésie française : Papeete ;
- Saint-Barthélemy, Saint-Martin : Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) ;
- Saint-Pierre-et-Miquelon : Saint Pierre ;
- Wallis-et-Futuna : Mata-Hutu ;
- Tunisie : Tunis ;
- Maroc : Rabat.

5.1.8.3 Concours et examens professionnels de personnels de direction et de personnels administratifs, sociaux, de santé, des bibliothèques et de personnels de la jeunesse et des sports

Les épreuves écrites d'admissibilité se déroulent, en général, au chef-lieu de chaque académie.

Des centres d'épreuves sont ouverts à Wallis-et-Futuna, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Saint-Pierre-et-Miquelon pour tous les concours externes et internes.

5.1.9 Changement de centres d'épreuves écrites d'admissibilité

5.1.9.1 Concours du premier degré (hors dispositions spécifiques des concours de Mayotte)

Les professeurs des écoles sont recrutés par voie de concours déconcentrés au niveau académique, en application de l'article 4 du décret statutaire n° 90-680 du 1er août 1990 modifié. Il ressort de ces dispositions que les candidats au CRPE doivent s'inscrire au titre d'une académie.

Aucune modification de l'académie d'inscription ne peut être acceptée postérieurement au

- **mercredi 10 novembre 2021 à 17 h 00 heure de Paris** pour les candidats aux recrutements et examens professionnels de personnels administratifs, sociaux, de santé et des bibliothèques ;

- **mercredi 17 novembre 2021 à 17 h 00 heure de Paris** pour les recrutements de personnels enseignants, personnels d'éducation, psychologues de l'éducation nationale, personnels d'encadrement et personnels de la jeunesse et des sports ; car elle équivaldrait à une inscription hors délai.

Le même principe s'applique aux candidats du premier concours interne qui sont recrutés au niveau départemental.

5.1.9.2 Concours enseignants du second degré, personnels d'éducation, psychologues de l'éducation nationale, et concours et examens professionnels de personnels administratifs, sociaux, de santé, des bibliothèques, de la jeunesse et des sports et des personnels de l'encadrement

Les candidats sont tenus de subir les épreuves écrites dans l'académie où ils doivent s'inscrire eu égard à leur résidence administrative ou personnelle. En raison d'un fait exceptionnel ou imprévisible, ils peuvent, toutefois, présenter une demande de transfert dûment motivée.

Pour des raisons tenant à la régularité des opérations de concours de recrutement, les demandes seront adressées aux services de l'académie ou du vice-rectorat d'inscription qui donnera son autorisation, en accord avec l'académie où le candidat souhaite passer les épreuves, après appréciation de la nature de la demande et du délai dont les services disposent par rapport à la date des épreuves.

5.1.10 Épreuve d'admissibilité des concours internes du Capes, Capet, CAPLP, PsyEN, CPE, IEN, IA-IPR et CTPS

Le fait de ne pas faire parvenir le dossier dans le délai et selon les modalités fixées entraînera l'élimination du candidat.

a - Conformément aux dispositions des arrêtés du 25 janvier 2021, l'épreuve écrite d'admissibilité du Capes, Capet, CAPLP et CPE consiste en l'étude par le jury d'un dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle (RAEP) établi par le candidat.

Le dossier de RAEP devra être transmis au plus tard **le mardi 30 novembre 2021** selon les modalités indiquées dans les arrêtés d'ouverture.

b - Conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 juin 2010 modifié relatif à l'organisation générale des concours de recrutement des inspecteurs de l'éducation nationale (IEN) et des inspecteurs d'académie - inspecteurs pédagogiques régionaux (IA-IPR), l'épreuve d'admissibilité consiste en une étude par le jury d'un dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle (RAEP) établi par le candidat.

c - Conformément aux dispositions du 1er juillet 2008 fixant les modalités du concours interne de recrutement des conseillers techniques et pédagogiques supérieurs (CTPS), l'épreuve d'admissibilité consiste en une étude par le jury d'un dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle (RAEP) établi par le candidat.

Le dossier de RAEP pour les IEN, IA-IPR et CTPS devra être transmis, au plus tard **le mardi 23 novembre 2021** selon les modalités indiquées dans l'arrêté d'ouverture.

5.2. Déroulement des épreuves d'admission

Il est précisé que les candidats doivent se conformer aux indications qui leur sont données sur leur convocation. Aucune demande de changement de date ou d'heure de passage des épreuves ne pourra être acceptée. Les candidats doivent :

- justifier de leur identité par la présentation d'une pièce d'identité en cours de validité, avec photographie ;
- se conformer aux indications du jury en ce qui concerne le déroulement des épreuves, notamment le papier à utiliser, les documents et matériels autorisés, ainsi que le temps de préparation.

5.2.1 Convocations des candidats admissibles aux concours de professeurs des écoles

Les calendriers sont portés à la connaissance des candidats par les académies organisatrices des épreuves. Ils sont disponibles sur le site Internet de l'académie organisatrice du concours.

Les candidats sont convoqués individuellement par le service des examens et concours responsable de l'organisation des épreuves.

Les candidats sont tenus de subir les épreuves d'admission dans le centre ou les centres qui seront déterminés par le service des examens et concours de l'académie d'inscription.

5.2.2 Convocations des candidats admissibles aux concours de personnels enseignants du second

degré, personnels d'éducation et de psychologues de l'éducation nationale

La convocation des candidats admissibles aux concours du Capes à affectation locale à Mayotte, du Capes, du CPE et du PsyEN est mise à disposition dans leur espace candidat Cyclades.

La convocation des candidats admissibles aux autres concours du second degré est disponible sur « Publinet » et/ou transmise par courrier.

En cas d'urgence, les candidats sont contactés par courriel.

Les candidats qui ne disposeraient pas de leur convocation dans leur espace candidat ou dans « Publinet » dix jours avant le début des épreuves sont invités à prendre contact avec le ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, direction générale des ressources humaines - sous-direction du recrutement, 72 rue Regnault, 75243 Paris Cedex 13 :

- bureau DGRH D3 : en charge des concours enseignants du second degré de lettres, langues et du tertiaire (tel: 01.55.55.42.03) ;

- bureau DGRH D4 : en charge des concours enseignants du second degré de sciences, EPS, arts et vie scolaire, conseillers principaux de l'éducation, psychologues de l'éducation nationale (tel: 01.55.55.44.51).

Le cas échéant, la liste des documents que les candidats pourront utiliser pour chaque épreuve sera indiquée sur leur convocation.

5.2.3 Dossier à transmettre pour l'admission des concours externes spéciaux de l'agrégation

Chaque section comporte une épreuve de mise en perspective didactique d'un dossier de recherche. Dans le cadre de cette épreuve, le candidat admissible sera conduit à présenter au jury un dossier scientifique concernant son parcours, ses travaux de recherche et, le cas échéant, ses activités d'enseignement et de valorisation de la recherche (nature, enjeux et résultats du travail de recherche) et à en proposer une mise en perspective didactique.

Ce dossier sera obligatoirement transmis au jury par voie électronique (fichier au format PDF) au moins dix jours avant le début des épreuves d'admission, la date de celles-ci ainsi que les modalités de transmission sont indiquées sur <http://publinetce2.education.fr>

Le dossier, rédigé en français, ne doit pas excéder douze pages, annexes comprises. Seul le dernier envoi est pris en compte.

5.2.4 Dossier à transmettre pour l'admission du concours externe de recrutement des psychologues de l'éducation nationale

L'épreuve d'admission d'analyse d'une problématique portant sur la contextualisation de l'action du psychologue de l'éducation nationale prend appui sur un dossier de dix pages au plus, annexes comprises, élaboré par le candidat à partir d'une thématique qu'il sélectionne parmi celles figurant au programme de l'épreuve dans la spécialité choisie.

Les candidats déposent leur dossier dans leur espace candidat Cyclades (fichier au format PDF et nommé au nom et prénom du candidat) au moins quinze jours avant le début des épreuves d'admission, la date ainsi que les modalités de transmission sont indiquées dans leur demande de pièces à fournir.

Seul le dernier envoi est pris en compte. Tout rapport transmis hors délai entraîne l'élimination du candidat.

5.2.5 Fiche de renseignement à transmettre pour l'épreuve d'entretien des concours externes et troisième concours de recrutement d'enseignants et de conseillers principaux d'éducation

En vue de l'épreuve d'entretien avec le jury, les candidats admissibles au concours externe et au troisième concours établissent une fiche individuelle de renseignement conforme au modèle qui leur a été transmis au moment de leur inscription. Cette fiche devra être transmise au jury selon les modalités et dans les délais qui seront indiqués sur Publinet ou Cyclades (cf Annexe I concernant la répartition des concours entre les deux systèmes d'information).

Toute fiche transmise hors délai entraîne l'élimination du candidat.

5.2.6 Dossier à transmettre pour l'admission du concours dit « interne » de recrutement de personnels de direction

Les candidats admissibles à ce concours établissent pour l'épreuve d'admission un dossier de présentation conforme au modèle disponible sur le site Internet du ministère de l'Éducation nationale et dans Cyclades.

Le dossier de présentation est téléversé dans l'espace candidat sur l'application Cyclades à la rubrique « Mes justificatifs » au plus tard le vendredi 4 mars 2022 (la date de téléversement faisant foi).

L'absence de dossier ou sa transmission après cette date entraîne l'élimination du candidat.

5.2.7 Dossier à transmettre pour l'admission du concours interne de recrutement des professeurs d'éducation physique et sportive

L'épreuve d'admission comporte un exposé suivi d'un entretien avec le jury qui prend notamment appui sur un curriculum vitae de deux pages dactylographiées au plus et un rapport d'activité, de trois pages au plus, dactylographiées, décrivant, analysant et mettant en perspective certaines expériences professionnelles vécues, au regard des compétences professionnelles attendues pour être en capacité d'exercer le métier de professeur d'EPS en collège ou en lycée.

Les candidats déposent leur dossier dans leur espace candidat Cyclades (fichier au format PDF et nommé au

nom et prénom du candidat) au moins quinze jours avant le début des épreuves d'admission, la date ainsi que les modalités de transmission sont indiquées dans leur demande de pièces à fournir.

Seul le dernier envoi est pris en compte. Tout rapport transmis hors délai entraîne l'élimination du candidat.

5.2.8 Dossier à transmettre pour l'admission des concours de personnels de la jeunesse et des sports

a - Concours externe de conseiller d'éducation populaire et de jeunesse

La deuxième épreuve d'admission prévoit un entretien avec le jury. Les candidats titulaires d'un doctorat peuvent présenter leur parcours en vue de la reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle résultant de la formation à la recherche qui a conduit à la délivrance du doctorat. Ils déposent alors une fiche individuelle de renseignement sur Cyclades.

b - Concours interne et troisième concours de conseiller d'éducation populaire et de jeunesse

La deuxième épreuve d'admission prévoit un entretien avec le jury qui prend notamment appui sur un dossier de présentation du parcours du candidat. Les rubriques du dossier de présentation figurent en annexe de l'arrêté du 26 juillet 2019 fixant les modalités d'organisation des concours pour le recrutement des conseillers d'éducation populaire et de jeunesse.

c - Concours de professeurs de sport (externe, interne, troisième voie et concours réservé aux sportifs de haut niveau)

La deuxième épreuve d'admission des concours de professeurs de sport prévoit une épreuve d'entretien qui prend notamment appui sur un rapport de 12 pages dactylographiées maximum relatant le parcours du candidat, son expérience professionnelle ou associative dans le domaine du sport.

Pour chacune des épreuves d'admission des concours jeunesse et sport concernés par l'envoi de documents dans la perspective des épreuves d'admission, les candidats déposent leurs pièces dans leur espace candidat Cyclades (fichier au format PDF et nommé au nom et prénom du candidat) à une date fixée par le service, la date ainsi que les modalités de transmission sont indiquées dans leur demande de pièces à fournir. Seul le dernier envoi est pris en compte.

5.2.9 Concours et examens professionnels de personnels administratifs, sociaux, de santé, des bibliothèques et de l'encadrement

5.2.9.1 Convocations des candidats

La convocation des candidats admissibles est déposée dans leur espace individuel Cyclades, ou envoyée par lettre ou, en cas d'urgence, par courriel.

Les candidats qui n'auraient pas reçu leur convocation huit jours avant le début des épreuves sont invités à prendre contact avec le ministère de l'éducation nationale, direction générale des ressources humaines, 72 rue Regnault 75243, Paris Cedex 13, sous-direction du recrutement, bureau DGRH D5 (recrutement.d5@education.gouv.fr)

5.2.9.2 Calendrier prévisionnel des épreuves d'admission pour certains concours ou examens professionnels d'avancement :

- examen professionnel d'avancement au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe exceptionnelle : **du 11 au 13 janvier 2022** ;
- examen professionnel d'avancement au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure : **du 11 au 13 janvier 2022** ;
- examen professionnel d'avancement au grade de bibliothécaire hors classe : **du 7 au 9 février 2022** ;
- concours interne de conseiller technique de service social : **le 9 février 2022 (pour les candidats passant l'épreuve en visioconférence) et du 15 au 17 février 2022** ;
- examen professionnel d'attaché principal : **du 8 au 18 mars 2022** ;
- concours unique de médecin de l'éducation nationale : **du 15 au 17 mars 2022** ;
- concours externe, externe spécial et interne de bibliothécaire : **du 16 au 20 mai 2022** ;
- concours externe et interne de bibliothécaire assistant spécialisé de classe normale : **du 10 au 12 mai 2022** ;
- concours externe et interne de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure : **du 10 au 12 mai 2022** ;
- concours interne d'attaché : **du 13 au 17 juin 2022** ;
- concours externe, externe spécial et interne de conservateur des bibliothèques : **du 27 juin au 1er juillet 2022** ;
- concours de personnel de direction : **du 11 au 15 et du 25 au 29 avril 2022 en métropole et du 19 au 22 avril dans les DOM** ;
- concours d'IA-IPR : **du 14 au 17 mars 2022** ;
- concours d'IEN : **du 22 au 25 mars 2022** ;
- concours d'inspecteur de la jeunesse et des sports : **du 9 au 13 mai 2022** ;
- concours conseiller d'éducation populaire et de la jeunesse : **du 3 mai au 3 juin 2022** ;
- concours de professeur de sport, sportifs de haut niveau : **du 7 au 9 juin 2022** ;

- concours de professeur de sport : **du 20 au 24 juin 2022** ;
- concours de conseiller technique et pédagogique supérieur : **du 7 au 11 mars et du 21 au 25 mars 2022** .

5.2.10 Épreuves d'admission de certains concours internes en visioconférence

Conformément aux dispositions du décret n° 2017-1748 du 22 décembre 2017, les épreuves d'admission des concours internes de PsyEn, de CPE et de CTSS pourront être subies en visio-conférence.

Les candidats résidant dans l'une des collectivités mentionnées à l'article 72-3 de la Constitution ou à l'étranger, ainsi que les candidats en situation de handicap en expriment la demande lors de leur inscription. La mention de l'aménagement relatif à la visioconférence est indiquée par le médecin agréé sur le certificat médical prévu à cet effet pour les candidats en situation de handicap.

Par ailleurs, pour ces trois concours, si l'impossibilité physique de se rendre sur le lieu des épreuves d'admission est constatée après la clôture des inscriptions, les candidats en situation de handicap, en état de grossesse ou dont l'état de santé nécessite le recours à la visioconférence peuvent en faire la demande dans le délai de cinq jours ouvrables après la publication de la liste des candidats autorisés à concourir.

Cette demande, accompagnée d'un certificat médical délivré par un médecin agréé et comportant la mention de l'aménagement relatif à la visioconférence, devra être téléversée dans leur espace candidat Cyclades.

L'absence de transmission du certificat médical ou sa transmission hors délai rend la demande irrecevable.

Les candidats qui résident sur le territoire national et qui bénéficient du recours à la visioconférence subissent l'épreuve orale d'admission dans un service ou établissement relevant du rectorat ou du vice-rectorat auprès duquel ils se sont inscrits.

Les candidats qui résident à l'étranger et qui bénéficient du recours à la visioconférence subissent cette épreuve dans un établissement scolaire relevant de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE).

Le lieu de passage des épreuves d'admission en visioconférence pour chacun des candidats concernés est déterminé par le service en charge de l'organisation du concours.

6. Résultats des concours

6.1 Concours du premier degré

Les listes d'admissibilité et d'admission aux concours sont affichées dans les services académiques chargés de l'organisation du concours et peuvent être consultées sur le site de publication des résultats de l'académie.

6.2 Concours enseignants du second degré, personnel d'éducation, de psychologues de l'éducation nationale, concours et examens professionnels de personnels d'encadrement et de personnels administratifs, sociaux, de santé et des bibliothèques ainsi que des personnels de la jeunesse et des sports

Les sites Internet suivants permettent de consulter :

- les calendriers prévisionnels de proclamation des résultats d'admissibilité et d'admission ;
- les résultats d'admissibilité et d'admission.

Pour les concours du Capeps, Capes à affectation locale à Mayotte, conseillers principaux d'éducation et psychologues de l'éducation nationale :

Cyclades : http://pubcyc.orion.education.fr/publication_CE2

Pour les autres concours de personnels enseignants du second degré : <http://publinetce2.education.fr>

Pour les concours des personnels administratifs, sociaux, de santé et des bibliothèques, de la jeunesse et des sports et de l'encadrement :

Cyclades : http://pubcyc.orion.education.fr/publication_ABE

Aucun résultat n'est donné par téléphone ou par courriel.

6.3 Relevé de notes et décisions du jury

Les sites Internet suivants permettent aux candidats, après saisie de leur numéro d'inscription et de leur date de naissance, de consulter et d'imprimer le relevé des notes obtenues à chaque épreuve :

- dès la proclamation des résultats de l'admissibilité, lorsqu'ils n'ont pas été déclarés admissibles ;
- dès la proclamation des résultats d'admission, qu'ils soient admis ou non admis.

Pour les concours du Capeps, Capes à affectation locale à Mayotte, conseillers principaux d'éducation et psychologues de l'éducation nationale : espace candidat dans Cyclades.

Pour les autres concours de personnels enseignants du second degré : <http://publinetce2.education.fr>

Pour les concours de personnels administratifs, sociaux, de santé, des bibliothèques, de la jeunesse et des sports et de l'encadrement : espace candidat dans Cyclades.

Aucun relevé de notes n'est adressé par voie postale.

6.4 Communication des copies, des dossiers de RAEP et des appréciations

6.4.1 Principes généraux

L'appréciation de la qualité des prestations des candidats à un concours relève de la compétence souveraine du jury. Ses décisions ne sont pas susceptibles de recours devant les juridictions administratives, dès lors que les jurys ont fonctionné et délibéré de façon régulière.

Les jurys ne sont pas tenus d'établir des appréciations sur les prestations des candidats, leur jugement étant

concrétisé par la seule attribution d'une note chiffrée. Les candidats qui ont reçu communication de la note définitive ne tiennent d'aucune disposition législative ou réglementaire le droit de recevoir également communication des appréciations provisoires des correcteurs et des motifs sur lesquels s'est fondé le jury pour l'arrêter.

Le principe de souveraineté du jury ne peut être mis en cause quand bien même les notes qu'il a attribuées apparaîtraient très différentes d'autres résultats obtenus par le candidat au cours de sa formation ou à une session antérieure.

6.4.2 Communication des copies et des dossiers RAEP

Les copies ne comportent aucune annotation ou appréciation. Après avoir été rendues anonymes, elles sont soumises à correction (double correction pour les concours enseignants, de personnels de direction, d'attaché d'administration de l'État, de conservateur des bibliothèques et jeunesse et sports). Il n'existe pas de procédure permettant d'en obtenir une nouvelle correction.

Il est souligné que la communication des copies n'est pas de nature à entraîner la remise en cause de la note ni du résultat final du concours.

6.4.2.1 Communication de copies des concours du premier degré

Après la proclamation des résultats d'admission, les candidats peuvent obtenir la copie d'une ou de plusieurs de leurs épreuves écrites en adressant leur demande au service académique chargé de l'organisation du concours.

La demande devra préciser le concours, le nom de famille (nom de naissance), le numéro d'inscription et être accompagnée d'une enveloppe (format 21 x 29,7 cm) affranchie au tarif en vigueur pour un poids allant jusqu'à 250 g portant l'adresse du candidat.

6.4.2.2 Communication des copies des autres concours

Les candidats peuvent obtenir leurs copies des épreuves écrites. La demande doit préciser **le numéro d'inscription** et le nom de naissance du candidat ainsi que le concours et la discipline concernés.

L'envoi des copies de la dernière session est effectué par messagerie électronique après la proclamation des résultats d'admission. Compte tenu des calendriers des concours et du nombre élevé de candidats, cet envoi ne pourra être effectué qu'à partir du mois de septembre suivant.

Les candidats doivent effectuer leur démarche en ligne en se connectant aux pages suivantes :

- pour les concours de recrutement d'enseignants du second degré : <https://www.devenirenseignant.gouv.fr/communication-des-copies-des-concours.html>
- pour les concours de recrutement de CPE : <https://www.education.gouv.fr/comment-obtenir-ses-copies-du-concours-externe-de-recrutement-de-conseillers-principaux-d-education-41531>
- pour les concours de recrutement de PsyEn : <https://www.education.gouv.fr/comment-obtenir-ses-copies-pour-un-concours-de-recrutement-de-psychologue-de-l-education-nationale-41540>
- pour le concours de recrutement des personnels de direction : copie-dgrhencadrement@education.gouv.fr
- pour les concours de personnels de JS : concours-js@education.gouv.fr
- pour les concours de recrutement des personnels administratifs, sociaux, de santé et des bibliothèques : copie-dgrhd5@education.gouv.fr

6.4.2.3 Dossiers de RAEP des concours internes

Les dossiers ne comportent aucune annotation ou appréciation.

Le dossier de RAEP des candidats sera conservé par l'administration mais il ne leur en sera pas adressé de photocopie.

Il est donc conseillé aux candidats de conserver une copie de leur dossier avant son envoi.

6.4.3 Communication des appréciations des épreuves orales

Aucune disposition législative ou réglementaire n'exige des membres des jurys qu'ils consignent par écrit les appréciations qu'ils ont pu porter sur la prestation des candidats pendant le déroulement des épreuves orales, ni n'oblige ces mêmes membres à conserver les documents utilisés.

6.5 Rapports des jurys

Les rapports des jurys de la session 2022 seront diffusés comme suit à l'issue de la session.

Concours d'enseignants du second degré : <https://www.devenirenseignant.gouv.fr/sujets-et-rapports-de-jurys.html>

Concours des conseillers principaux d'éducation : <https://www.education.gouv.fr/les-concours-de-recrutement-de-conseillers-principaux-d-education-cpe-6719>

Psychologues de l'éducation nationale : <https://www.education.gouv.fr/les-concours-de-recrutement-des-psychologues-de-l-education-nationale-11264>

Concours des personnels administratifs, sociaux et de santé : <https://www.education.gouv.fr/concours-administratifs-sociaux-et-de-sante-7373>

Concours des personnels des bibliothèques : <https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid23344/resultats-des-concours-et-examens-professionnels-des-personnels-des-bibliotheques.html>

Concours des personnels d'encadrement :

- pour les personnels de direction : <https://www.education.gouv.fr/le-concours-de-personnels-de-direction-9947>

- pour les inspecteurs d'académie - inspecteurs pédagogiques régionaux (IA-

IPR) : <https://www.education.gouv.fr/le-concours-de-recrutement-d-inspecteurs-d-academie-inspecteurs-pedagogiques-regionaux-ia-ipr-324530>

- pour les inspecteurs de l'éducation nationale : <https://www.education.gouv.fr/le-concours-de-recrutement-d-inspecteurs-de-l-education-nationale-ien-324521>

Concours des personnels de la jeunesse et des sports :

- pour les professeurs de sport relevant du ministre des sports : <https://www.education.gouv.fr/concours-de-recrutement-de-professeurs-de-sport-308152>

- pour les conseillers d'éducation populaire et de jeunesse (CEPJ) : <https://www.education.gouv.fr/concours-de-recrutement-de-conseillers-d-education-populaire-et-de-jeunesse-308138>

- pour les inspecteurs de la jeunesse et des sports (IJS) : <https://www.education.gouv.fr/concours-de-recrutement-d-inspecteurs-de-la-jeunesse-et-des-sports-308150>

- pour les conseillers techniques et pédagogiques supérieurs : <https://www.education.gouv.fr/le-concours-interne-de-recrutement-de-conseiller-technique-et-pedagogique-superieur-ctps-308155>

Ceux des sessions antérieures restent disponibles aux mêmes adresses.

(pour les concours 2d degré session en cours + 5 années)

7. Formalités après la réussite aux concours

En cas de réussite au concours et préalablement à leur nomination, les lauréats seront convoqués par l'administration pour une visite médicale auprès d'un médecin agréé compétent en matière de handicap, qui se prononcera à la fois sur l'aptitude physique du candidat et sur la compatibilité du handicap avec les fonctions sollicitées.

Lorsqu'un candidat relevant de l'une des catégories mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'article L. 5212-13 du Code du travail n'est pas, en raison de son handicap, en mesure d'obtenir les attestations en secourisme et en natation exigées pour se présenter au concours de recrutement de professeur des écoles, il peut être dispensé de l'une ou de l'autre, ou de ces deux attestations, par un médecin agréé. Cependant, la nature du handicap ne doit pas être incompatible avec les fonctions de professeur des écoles, en application des dispositions de l'article 5 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires.

8. Note de service session 2021

La note de service du 5 octobre 2020 est abrogée à l'issue de la session des recrutements 2021.

Pour le ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, et par délégation,
Pour la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, et par délégation,
La cheffe de service, adjointe au directeur général des ressources humaines,
Florence Dubo

ANNEXE 1 - Répartition des concours entre les deux systèmes d'information

Concours accessibles via Devenir enseignant et gérés sous Cyclades

Domaine : Premier degré - Concours déconcentrés

- Externe public - privé
- Externe spécial langues régionales public - privé
- Externe spécial public - privé
- Second interne public - privé
- Second interne spécial langues régionales public - privé
- 3e concours public - privé

Domaine : Second degré - Concours nationaux

- Capeps externe public - privé
- Capeps externe spécial public - privé

- Capeps interne public - privé
- Capeps 3e concours public - privé
- CPE externe public
- CPE externe spécial public
- CPE interne public
- CPE 3e concours public
- PsyEN externe public
- PsyEN interne public
- Capeps externe public à affectation locale à Mayotte
- Capeps interne public à affectation locale à Mayotte

Administratif - Bibliothèque - Encadrement

- Personnel de direction interne
- Personnel de direction 3e concours
- IA-IPR
- IEN
- Attaché principal examen professionnel
- Attaché d'administration de l'État interne
- Conservateur chartiste
- Conservateur des bibliothèques externe
- Conservateur des bibliothèques externe spécial
- Conservateur des bibliothèques interne
- Bibliothécaire hors classe examen professionnel
- Bibliothécaire externe
- Bibliothécaire externe spécial
- Bibliothécaire interne
- Bibliothécaire assistant spécialisé classe exceptionnelle examen professionnel
- Bibliothécaire assistant spécialisé classe exceptionnelle examen professionnel
- Bibliothécaire assistant spécialisé classe supérieure externe
- Bibliothécaire assistant spécialisé classe supérieure examen recrutement
- Bibliothécaire assistant spécialisé classe supérieure interne
- Bibliothécaire assistant spécialisé classe normale externe
- Bibliothécaire assistant spécialisé classe normale interne
- Magasinier des bibliothèques principaux de 2e classe externe
- Magasinier des bibliothèques principaux de 2e classe interne
- Médecin de l'éducation nationale
- Conseiller technique de service social interne
- Infirmier
- Assistant de service social
- Secrétaire administratif classe exceptionnelle examen professionnel
- Secrétaire administratif classe supérieure examen professionnel
- Secrétaire administratif classe supérieure
- Secrétaire administratif classe normale externe
- Secrétaire administratif classe normale interne
- Adjoint administratif principal 2e classe externe

- Adjoint administratif principal 2e classe interne

Jeunesse et sports

- Inspecteur jeunesse et sport externe
- Inspecteur jeunesse et sport interne
- Inspecteur jeunesse et Sport 3e concours
- Professeur de sport - sportif haut niveau
- Professeur de sport externe
- Professeur de sport interne
- Professeur de sport 3e concours
- CEPJ externe
- CEPJ interne
- CEPJ 3e concours
- CTPS interne

Annexe 2 - Dispositions réglementaires régissant les concours et examens professionnels objets de la présente note de service

La liste des sections et des options susceptibles d'être ouvertes aux concours du second degré, à la session 2022, est publiée sur le site Internet du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports à l'adresse <https://www.devenirenseignant.gouv.fr>

1- Personnels enseignants, conseillers principaux d'éducation et psychologue de l'éducation nationale

Concours

Ces recrutements sont organisés en application des décrets suivants :

- n° 70-738 du 12 août 1970 modifié relatif au statut particulier des conseillers principaux d'éducation ;
- n° 72-580 du 4 juillet 1972 modifié relatif au statut particulier des professeurs agrégés de l'enseignement du second degré ;
- n° 72-581 du 4 juillet 1972 modifié relatif au statut particulier des professeurs certifiés ;
- n° 80-627 du 4 août 1980 modifié relatif au statut particulier des professeurs d'éducation physique et sportive ;
- n° 90-680 du 1er août 1990 modifié relatif au statut particulier des professeurs des écoles ;
- n° 92-1189 du 6 novembre 1992 modifié relatif au statut particulier des professeurs de lycée professionnel ;
- n° 2007-1290 du 29 août 2007 relatif aux conditions d'application à Mayotte des dispositions statutaires relatives aux professeurs des écoles modifié notamment par le décret n°2016-930 du 6 juillet 2016 ;
- n° 2017-120 du 1er février 2017 portant dispositions statutaires relatives aux psychologues de l'éducation nationale ;
- n° 2021-93 du 30 janvier 2021 relatif à l'ouverture de concours de recrutement de professeurs certifiés à affectation locale en Guyane ;
- n° 2021-110 du 3 février 2021 fixant des modalités temporaires de recrutement des professeurs certifiés affectés à Mayotte.

Concours de l'enseignement privé sous contrat

Les dispositions propres aux personnels des établissements d'enseignement privés sont fixées au chapitre IV du titre 1er du livre IX du code de l'éducation. **Les modalités des concours sont fixées par les arrêtés :**

- du 24 décembre 1992 modifié fixant les modalités d'organisation du premier concours interne de recrutement de professeurs des écoles ;
- du 28 décembre 2009 modifié fixant les sections et les modalités d'organisation des concours de l'agrégation ;
- du 25 janvier 2021 en ce qui concerne les concours du CRPE, Capes, Capet, Capeps, CAPLP et CPE ;
- du 11 février 2021 fixant des modalités temporaires de recrutement des professeurs certifiés affectés à Mayotte ;

- du 3 février 2017 fixant les modalités d'organisation des concours de recrutement des psychologues de l'éducation nationale.

Qualifications en sauvetage aquatique, en natation et en secourisme

L'exigence des qualifications requises des personnels relevant du ministre chargé de l'éducation nationale et assurant l'enseignement de l'éducation physique et sportive dans les premier et second degrés a été fixée par le décret n° 2004-592 du 17 juin 2004 modifié.

- circulaire n° 2019-100 du 1er juillet 2019 relative aux modalités d'organisation du test d'aptitude de sauvetage aquatique.

Concours de professeur des écoles de Mayotte

Décret n° 2020-82 du 3 février 2020 relatif à la prorogation des modalités de recrutement dérogatoires à Mayotte des professeurs des écoles, pour les sessions de 2020 à 2023.

2 - Personnels d'encadrement et personnels administratifs, sociaux, de santé et des bibliothèques

Concours des personnels d'encadrement

Concours de recrutement des inspecteurs de l'éducation nationale

et

Concours de recrutement des inspecteurs d'académie-inspecteurs pédagogiques

Décret n° 90-675 du 18 juillet 1990 modifié portant statuts particuliers des inspecteurs d'académie - inspecteurs pédagogiques régionaux et des inspecteurs de l'éducation nationale.

Arrêté du 22 juin 2010 modifié relatif à l'organisation générale des concours de recrutement des inspecteurs de l'éducation nationale et des inspecteurs d'académie - inspecteurs pédagogiques régionaux.

Concours de recrutement de personnels de direction

Décret n° 2001-1174 du 11 décembre 2001 modifié portant statut particulier du corps des personnels de direction d'établissement d'enseignement ou de formation relevant du ministre de l'éducation nationale.

Arrêté du 3 août 2021 fixant les modalités d'organisation et la nature des épreuves des concours de recrutement dans le corps des personnels de direction d'établissement d'enseignement ou de formation relevant du ministre chargé de l'éducation nationale, ainsi que les règles de composition et de fonctionnement du jury de ces concours.

Toutefois, pour la session 2022, la nature des épreuves du concours interne restent celles fixées par l'arrêté du 21 août 2006.

Concours et examen professionnel d'avancement de grade des personnels administratifs, sociaux et de santé organisés à l'échelon national

Ces recrutements sont organisés pour les corps-grades indiqués ci-dessous en application des dispositions réglementaires suivantes :

Concours interne d'attaché d'administration de l'État pour l'éducation nationale et l'enseignement supérieur

- décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État ;

- arrêté du 21 juillet 2020 fixant les règles d'organisation générale, la nature et la durée des épreuves du concours interne de recrutement d'attachés d'administration de l'État relevant du ministre chargé de l'éducation nationale et portant adaptation au poste de travail.

Concours interne de conseiller technique de service social

- décret n° 2017-1052 du 10 mai 2017 portant statut particulier du corps interministériel des conseillers techniques de service social des administrations de l'État ;

- arrêté du 24 août 2017 fixant les modalités et la nature des concours sur épreuves de recrutement des conseillers techniques de service social des administrations de l'État.

Concours unique de médecin de l'éducation nationale

- décret n° 91-1195 du 27 novembre 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables au corps des médecins de l'éducation nationale et à l'emploi de médecin de l'éducation nationale - conseiller technique ;

- arrêté du 27 juin 2006 fixant les modalités d'organisation et le programme de l'épreuve orale des concours de recrutement des médecins de l'éducation nationale.

Examen professionnel d'attaché principal d'administration de l'État pour l'éducation nationale et l'enseignement supérieur

- décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État ;

- arrêté du 30 septembre 2013 fixant les règles relatives à la nature et à l'organisation générale de l'examen

professionnel pour l'avancement au grade d'attaché principal d'administration de l'Etat ainsi que la composition et le fonctionnement des jurys.

Concours et examens professionnels d'avancement de grade des personnels des bibliothèques

Ces recrutements sont organisés pour les corps-grades indiqués ci-dessous en application des dispositions réglementaires suivantes :

Concours externe et interne de conservateur des bibliothèques

- décret n° 92-26 du 9 janvier 1992 modifié portant statut particulier du corps des conservateurs des bibliothèques et du corps des conservateurs généraux des bibliothèques ;
- arrêté du 5 octobre 2007 modifié fixant les modalités d'organisation du concours externe et du concours interne de recrutement des conservateurs stagiaires, élèves de l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques.

Concours externe spécial de conservateur des bibliothèques

- décret n° 92-26 du 9 janvier 1992 modifié portant statut particulier du corps des conservateurs des bibliothèques et du corps des conservateurs généraux des bibliothèques ;
- arrêté du 17 mars 2017 fixant les modalités d'organisation du concours externe spécial de recrutement de conservateurs stagiaires, élèves de l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques.

Concours externe et interne de bibliothécaire

- décret n° 92-29 du 9 janvier 1992 modifié portant statut particulier du corps des bibliothécaires ;
- arrêté du 11 juin 2010 modifié fixant les modalités d'organisation du concours externe et du concours interne de recrutement de bibliothécaires.

Concours externe spécial de bibliothécaire

- décret n° 92-29 du 9 janvier 1992 modifié portant statut particulier du corps des bibliothécaires ;
- arrêté du 22 février 2018 fixant les modalités d'organisation du concours externe spécial de recrutement de bibliothécaires.

Concours externe et interne de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure

- décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique ;
- décret n° 2011-1140 du 21 septembre 2011 portant statut particulier du corps des bibliothécaires assistants spécialisés ;
- arrêté du 26 juillet 2007 fixant les règles de saisine, de fonctionnement et de composition des commissions instituées pour la fonction publique de l'État dans chaque ministère ou établissement public de l'État, à La Poste et auprès des préfets de région ou des recteurs d'académie, et chargées de se prononcer sur les demandes d'équivalence de diplômes pour l'accès aux concours de la fonction publique de l'État ouverts aux titulaires d'un diplôme ou titre spécifique portant sur une spécialité de formation précise ;
- arrêté du 23 mai 2012 fixant les modalités d'organisation, le programme et la nature des épreuves des concours de recrutement dans le grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure.

Concours externe et interne de bibliothécaire assistant spécialisé de classe normale

- décret n° 2011-1140 du 21 septembre 2011 portant statut particulier du corps des bibliothécaires assistants spécialisés ;
- arrêté du 23 mai 2012 fixant les modalités d'organisation, le programme et la nature des épreuves des concours de recrutement dans le grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe normale.

Concours externe et interne de magasinier des bibliothèques principal de 2e classe

- décret n° 88-646 du 6 mai 1988 modifié relatif aux dispositions statutaires applicables au corps des magasiniers des bibliothèques ;
- arrêté du 23 juillet 2007 fixant les modalités d'organisation du concours externe et du concours interne de recrutement de magasiniers des bibliothèques principaux de 2e classe.

Examen professionnel d'avancement de grade de bibliothécaire hors classe

- décret n° 92-29 du 9 janvier 1992 modifié portant statut particulier du corps des bibliothécaires ;
- arrêté du 28 mars 2019 fixant les règles relatives à la nature et à l'organisation de l'examen professionnel pour l'avancement au grade de bibliothécaire hors classe ainsi que la composition et le fonctionnement du jury.

Examen professionnel d'avancement au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe exceptionnelle

- décret n° 2011-1140 du 21 septembre 2011 portant statut particulier du corps des bibliothécaires assistants spécialisés ;
- arrêté du 1er février 2012 fixant les modalités d'organisation, le programme et la nature des épreuves des examens professionnels pour l'avancement au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure et au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe exceptionnelle ;

- arrêté du 1er février 2012 fixant les conditions d'organisation et la composition du jury des examens professionnels pour l'avancement au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure et au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe exceptionnelle.

Examen professionnel d'avancement de grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure

- décret n° 2011-1140 du 21 septembre 2011 portant statut particulier du corps des bibliothécaires assistants spécialisés ;

- arrêté du 1er février 2012 fixant les modalités d'organisation, le programme et la nature des épreuves des examens professionnels pour l'avancement au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure et au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe exceptionnelle ;

- arrêté du 1er février 2012 fixant les conditions d'organisation et la composition du jury des examens professionnels pour l'avancement au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure et au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe exceptionnelle.

3- Personnels de la jeunesse et des sports

Concours externe, interne et troisième concours d'inspecteur de la jeunesse et des sports

- décret n° 2004-697 du 12 juillet 2004 modifié portant statut particulier du corps des inspecteurs de la jeunesse et des sports ;

- arrêté du 28 janvier 2005 modifié fixant les modalités et les programmes des concours de recrutement des inspecteurs de la jeunesse et des sports.

Concours externe, interne et troisième concours de conseillers d'éducation populaire et de jeunesse

- décret n° 85-721 du 10 juillet 1985 modifié relatif au statut particulier des conseillers d'éducation populaire et de jeunesse ;

- arrêté du 26 juillet 2019 fixant les modalités d'organisation des concours pour le recrutement des conseillers d'éducation populaire et de jeunesse.

Concours externe, interne, troisième voie et sportif de haut-niveau de professeur de sport

- décret n° 85-720 du 10 juillet 1985 modifié relatif au statut particulier des professeurs de sports ;

- arrêté du 3 octobre 2011 fixant les modalités d'organisation des concours de recrutement dans le corps des professeurs de sport.

Concours interne de conseillers techniques et pédagogiques supérieurs

- décret n° 2004-272 du 24 mars 2004 relatif au statut particulier des conseillers techniques et pédagogiques supérieurs ;

- arrêté 1er juillet 2008 fixant les modalités du concours interne de recrutement des conseillers techniques et pédagogiques supérieurs.

Mouvement du personnel

Nomination

Directeur général des services de l'université de technologie de Belfort-Montbéliard (groupe III)

NOR : ESRD2128390A
arrêté du 15-9-2021
MESRI - DE 1-2

Par arrêté de la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation en date du 15 septembre 2021, Jérôme Chausson, attaché principal d'administration de l'État, est nommé dans l'emploi de directeur général des services (DGS) de l'université de technologie de Belfort-Montbéliard (groupe III), pour une première période de quatre ans, du 18 octobre 2021 au 17 octobre 2025.

Mouvement du personnel

Nomination

Institut national du cancer

NOR : ESRR2128795A
arrêté du 21-9-2021
MESRI - DGRI SPFCO B2

Par arrêté de la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, en date du 21 septembre 2021, est nommée pour représenter l'État à l'assemblée générale et au conseil d'administration du groupement d'intérêt public dénommé « Institut national du cancer », en qualité de représentante de la ministre chargée de la recherche, Laurence Pinson, adjointe au chef du service de la performance, du financement et de la contractualisation avec les organismes de recherche à la direction générale de la recherche et de l'innovation.

Mouvement du personnel

Nomination

Déleguée régionale académique adjointe à la recherche et à l'innovation

NOR : ESRR2128798A
arrêté du 21-9-2021
MESRI - DGRI SITTAR C4

Par arrêté de la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, en date du 21 septembre 2021, Anne Duittoz, professeure des universités de classe exceptionnelle, est nommée déléguée régionale académique adjointe à la recherche et à l'innovation pour la région Centre-Val de Loire à compter du 1er octobre 2021. Le poste est localisé à Orléans.

Mouvement du personnel

Nomination

Conseiller académique à la formation continue dans l'enseignement supérieur dans l'académie de Paris - Région académique d'Île-de-France

NOR : ESRS2129090A
arrêté du 23-9-2021
MESRI - DGESIP A1-1

Vu Code de l'éducation ; arrêté du 28-4-2017, notamment chapitre Ier

Article 1 - Laurent Burg, executive education manager à l'université Paris Dauphine PSL, est nommé conseiller académique à la formation continue dans l'enseignement supérieur dans l'académie de Paris en remplacement d'Alain Gonzales, admis à faire valoir ses droits à pension.

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au Bulletin officiel de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Fait le 23 septembre 2021

Pour la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, et par délégation,
La directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle,
Anne-Sophie Barthez

Mouvement du personnel

Nomination

Directeur de Polytech Paris-Saclay - Université Paris-Saclay

NOR : ESRS2129053A
arrêté du 27-9-2021
MESRI - DGESIP A1-5

Par arrêté de la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation en date du 27 septembre 2021, Monsieur Emmanuel Seignez, maître de conférences, est nommé directeur de Polytech Paris-Saclay de l'université Paris-Saclay, pour un mandat de cinq ans, à compter du 1er octobre 2021.

Informations générales

Conseils, comités, commissions

Nomination au conseil d'administration de l'École nationale des chartes

NOR : ESRS2128917A

arrêté du 24-9-2021

MESRI - DGESIP - DGRI-A1-3

Par arrêté de la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, en date du 24 septembre 2021, Sylvie Le Clech, conservatrice générale, inspectrice des patrimoines (collège archives), est nommée membre du conseil d'administration de l'École nationale des chartes, en remplacement de Louis Le Roc'h Morgère, pour la durée du mandat restant à courir.

Informations générales

Vacance de poste

Délégué régional académique adjoint ou déléguée régionale académique adjointe à la recherche et à l'innovation

NOR : ESRR2128391V

avis

MESRI - DGRI SITTAR C4

Est déclaré vacant au ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, l'emploi de délégué régional académique adjoint à la recherche et à l'innovation pour la région Grand Est localisé à Reims à compter du 1er septembre 2021. Les missions et l'organisation de la délégation régionale académique sont décrites dans le décret n° 2020-1555 du 9 décembre 2020. Les principales missions de la délégation Grand Est sont les suivantes :

- cohérence des initiatives prises dans la région avec les orientations de la politique nationale de recherche et d'innovation ;
- favoriser les actions des établissements publics ou des organismes relevant du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation ;
- vérifier la réalité de l'affectation à la recherche des dépenses prises en compte pour la détermination du crédit d'impôt recherche et appréciation des caractères scientifique et technique du projet de recherche présenté pour la qualification de jeune entreprise innovante ;
- mener ou susciter toutes les actions en vue de l'émergence ou du renforcement de pôles de recherche et de technologie ouverts sur le monde socio-économique ;
- développer les actions de valorisation, organiser les transferts de technologies de la recherche publique vers les entreprises et encourager la diffusion des nouvelles technologies vers les petites et moyennes entreprises ;
- accompagner les initiatives territoriales visant à développer et diffuser la culture scientifique, technique et industrielle, veiller à leur articulation avec la stratégie nationale, assurer le relais dans la région des actions mises en œuvre par l'État dans le domaine.

Le délégué régional académique adjoint exercera ses fonctions sous l'autorité du délégué régional académique Grand Est. Il sera chargé des relations de proximité dans le périmètre champardennais couvrant les quatre départements de la Marne, des Ardennes, de la Haute-Marne et de l'Aube avec les partenaires de la recherche et de l'innovation. Le délégué régional adjoint en poste à Reims assurera les contacts nécessaires à la conduite de la politique de recherche et d'innovation avec les établissements d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation. Dans ce cadre, il pourra représenter le délégué dans différentes instances comme, par exemple, les conseils d'administration et/ou les commissions de la recherche de certains établissements et structures de la région. Pour exercer ces fonctions, le titulaire devra justifier d'une solide expérience professionnelle dans les domaines de la recherche et de l'innovation, et d'une bonne connaissance des politiques publiques correspondantes. Il devra appartenir à un corps de la fonction publique de catégorie A, fonctionnaire ou assimilé, ou être officier ou agent contractuel d'un niveau équivalent. Il sera nommé par la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation pour une durée de trois ans, renouvelable une fois. Le dossier de candidature sera constitué, d'une part, d'une lettre de motivation qui permette d'apprécier l'expérience du candidat dans l'administration de la recherche et sa capacité à établir des liens avec le monde socio-économique et, d'autre part, d'un *curriculum vitae* détaillé. Conformément aux dispositions du décret n° 2020-1555 du 9 décembre 2020 relatif aux délégations régionales académiques à la recherche et à l'innovation, les candidatures doivent être transmises, dans un

délai de trente jours à compter de la publication du présent avis au Bulletin officiel des ministères chargés de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation :

- soit par courrier aux deux adresses suivantes (la date du cachet de la poste faisant foi) :

- au recteur de région académique Grand Est (rectorat de région académique Grand Est, 2 rue Philippe de Gueldres, CO 30013, 54035 Nancy Cedex) ;

- et au ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (Madame Van, service de l'innovation, du transfert de technologie et de l'action régionale 1, rue Descartes -75231 Paris Cedex 05) ;

- soit par messagerie électronique aux adresses suivantes :

ce.recteur-delegue-esri@region-academique-grand-est.fr

ai-huynh.van@recherche.gouv.fr

Tous renseignements sont disponibles au rectorat de région académique Grand Est (ce.recteur-delegue-esri@region-academique-grand-est.fr), ou au ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (01 55 55 62 23, ai-huynh.van@recherche.gouv.fr).